



Les Prix
SÉCURITÉ
des femmes *2004:*

LE RECUEIL
DES BONNES PRATIQUES

FEMMES ET VILLES
INTERNATIONAL
MUJERES Y CIUDADES
WOMEN IN CITIES

Women in Cities International / Femmes et villes international

465, Saint-Jean, bureau 803
Montréal (Québec) Canada H2Y 2R6
Téléphone : 514-861-6123
Télécopieur : 514-288-8763
Courriel : info@femmesetvilles.org
Site Internet : www.femmesetvilles.org

Rédaction et édition de la version anglaise :
Carolyn Whitzman, Marisa Canuto, Ali Grant, Caroline Andrew et Sarah Binder
Traduction : Susie Lamarche
Révision : Anne Michaud et ?
Coordination : Marisa Canuto et le comité de direction
Graphisme et impression : Valna Inc.
Montréal, Décembre 2004

Prix Sécurité des femmes 2004 : le recueil des bonnes pratiques

Document protégé par la loi sur le droit d'auteur
© Femmes et villes international

Tous droits réservés

English copy available upon request

Cette publication est accessible en ligne sur le site : www.femmesetvilles.org

ISBN 0-9736972-1-0

Les Prix
SÉCURITÉ
des femmes *2004:*

LE RECUEIL
DES BONNES PRATIQUES

Remerciements

Femmes et villes international tient d'abord à remercier le Programme de promotion de la femme, de Condition féminine Canada, dont le soutien financier a permis la tenue de ce concours.

Nous voudrions aussi rendre hommage au comité de direction des Prix Sécurité des femmes pour l'immense travail de développement et de mise sur pied des Prix 2004 : Caroline Andrew (Université d'Ottawa), Marisa Canuto (*Femmes et villes international*), Ali Grant (*AMG Consulting: Community Development and Research*), Suranjana Gupta (Commission Huairou), Anne Michaud (Programme Femmes et ville, Ville de Montréal), Margaret Shaw (Centre international pour la prévention de la criminalité), Soraya Smaoun (Centre des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) – Programme des villes plus sûres, Nairobi) et Carolyn Whitzman (Université de Melbourne).

Nous exprimons toute notre gratitude à nos expertes jurées qui ont été si généreuses de leur temps : Ana Falú, (Fonds de développement des Nations unies pour les femmes, Région andine), Arlène Gaudreault (Association québécoise Plaidoyer/Victimes / Université de Montréal), Pam McConnell (Ville de Toronto), Pamela Ransom (Commission Huairou / *Long Island University School of Business, Public Administration and Information Sciences*, New York), Soraya Smaoun (Centre

des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) – Programme des villes plus sûres, Nairobi), Ellen Woodsworth (Ville de Vancouver) et Carolyn Whitzman (Université de Melbourne).

Nous sommes fort reconnaissantes de l'engagement et du soutien constant de nos partenaires : la Fédération canadienne des municipalités, le Centre pour femmes immigrantes *Changing Together*, la Stratégie nationale pour la prévention du crime - Canada, la Ville de Bogota, la Commission Huairou, le Centre des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et le Centre international pour la prévention de la criminalité.

Nous tenons enfin à remercier tous les organismes qui ont consacré temps et énergie à participer à cette compétition, sans égard à l'éventualité d'y remporter ou non un prix. Leur inestimable contribution a assuré le succès de ce projet et fourni une base solide pour bâtir l'avenir. Nous attendons avec impatience leur inscription au prochain concours qui devrait accueillir, du moins l'espérons-nous, un plus grand nombre de participantEs.

Encouragées par l'extraordinaire réponse à ce premier Prix Sécurité des femmes, nous sommes déjà à planifier l'édition 2006 de cette compétition qui sera, à n'en pas douter, à la fois plus vaste et encore plus dynamique.

N.B. Le E majuscule est utilisé dans ce document pour alléger le texte. Il comprend le masculin et le féminin. Parce que le féminin, c'est capitale !

Les opinions exprimées dans ce document peuvent diverger de la position officielle de Condition féminine Canada et n'engagent en rien sa responsabilité.

Table des matières

| | |
|---|----|
| INTRODUCTION | 4 |
| 1. LES BONNES PRATIQUES - CANADA | 7 |
| Défense des droits, réseautage et mobilisation communautaire | 7 |
| Renforcement des capacités et formation | 10 |
| Programmes d'éducation et de sensibilisation publique | 13 |
| Aménagement sécuritaire des lieux publics | 17 |
| Politiques municipales de prévention du crime et de sécurité communautaire intégrant l'approche de genre | 18 |
| 2. LES BONNES PRATIQUES - INTERNATIONAL | 20 |
| Défense des droits, réseautage et mobilisation communautaire | 20 |
| Renforcement des capacités et formation | 22 |
| Programmes d'éducation et de sensibilisation publique | 24 |
| Aménagement sécuritaire des lieux publics | 27 |
| Politiques municipales de prévention du crime et de sécurité communautaire intégrant l'approche de genre | 29 |
| 3. MENTIONS SPÉCIALES - CANADA | 30 |
| Défense des droits, réseautage et mobilisation communautaire | 30 |
| Renforcement des capacités et formation | 31 |
| Programmes d'éducation et de sensibilisation publique | 32 |
| 4. MENTIONS SPÉCIALES - INTERNATIONAL | 32 |
| Défense des droits, réseautage et mobilisation communautaire | 32 |
| Renforcement des capacités et formation | 33 |
| Politiques municipales de prévention du crime et de sécurité communautaire intégrant l'approche de genre | 34 |
| 5. TOUS LES PROJETS - CANADA | 35 |
| Défense des droits, réseautage et mobilisation communautaire | 35 |
| Renforcement des capacités et formation | 38 |
| Programmes d'éducation et de sensibilisation publique | 39 |
| Aménagement sécuritaire des lieux publics | 40 |
| Politiques municipales de prévention du crime et de sécurité communautaire intégrant l'approche de genre | 40 |
| 6. TOUS LES PROJETS - INTERNATIONAL | 41 |
| Défense des droits, réseautage et mobilisation communautaire | 41 |
| Renforcement des capacités et formation | 44 |
| Programmes d'éducation et de sensibilisation publique | 45 |
| Politiques municipales de prévention du crime et de sécurité communautaire intégrant l'approche de genre | 45 |
| MEMBRES DU JURY | 46 |

Introduction

Un groupe de voisinage de Winnipeg réunissant écoles de quartier et prostituées de rue pour discuter de sécurité urbaine ; un projet offrant à de jeunes femmes inuites une formation de création en télévision dans le Grand Nord canadien ; un centre d'éducation de Kampala, Ouganda, qui forme les forces de police, les cours de justice, les gouvernements locaux, les leaders religieux et les responsables de la Santé publique à contrer la violence faite aux femmes ; et un groupe d'architectes et de planificateurs russes appelant les femmes à participer à un aménagement domiciliaire et urbain plus sécuritaire, sont parmi les 22 « bonnes pratiques » canadiennes et internationales récipiendaires des Prix Sécurité des femmes 2004. Le présent recueil des bonnes pratiques fait état des résultats de cette compétition en offrant une description détaillée des projets primés et un court résumé de tous les projets soumis.

● Une ville plus sécuritaire pour les femmes... et, donc, pour tout le monde

Du début des années 70 à la Marche mondiale des femmes, en 2000, les groupes de femmes des cinq continents ont mis en lumière le phénomène de la violence faite aux femmes, tant dans la sphère privée que dans les espaces publics. Cette violence et les diverses manifestations d'inégalité dont sont victimes les femmes et les filles, ont un impact direct sur leur sentiment de sécurité. Obstacle majeur à l'atteinte effective de l'égalité des sexes, ce sentiment d'insécurité restreint la mobilité des femmes et limite leur capacité à exercer pleinement et librement leurs droits et devoirs de citoyennes. À l'opposé, si les villes et villages deviennent plus sécuritaires pour les femmes, ils le deviennent pour tout le monde.

● Le partage des idées : une solution

Femmes et villes international est un réseau d'échanges qui, portant sur l'égalité des genres et la place des femmes dans la Cité, se consacre à l'amélioration de la sécurité des femmes. Identifiant la violence spécifique dont les femmes sont l'objet et la peur de l'agression qui en découle, comme freins à leur pleine participation à la vie communautaire, *Femmes et villes international* a pour objectif de promouvoir les discussions et les échanges favorisant l'avancement des connaissances et l'émergence des bonnes pratiques dans ce domaine d'intervention. Le partage des idées et des informations en matière de prévention de la violence faite aux femmes est essentiel au développement de pratiques sécuritaires efficaces et innovatrices. C'est précisément pour développer des méthodes propres à recueillir cette information qu'ont été créés les Prix Sécurité des femmes 2004.

● Le 1^{er} Séminaire international sur la sécurité des femmes

Les Prix Sécurité des femmes 2004 sont une suite directe du 1^{er} Séminaire international sur la sécurité des femmes, mis sur pied par le Programme *Femmes et villes international*, du 9 au 11 mai 2002, à Montréal. Visant à « Tisser les liens » entre les différents partenaires œuvrant dans le domaine de la sécurité des femmes, ce séminaire a regroupé quelque 160 délégués provenant de 33 pays et représentant des organismes de prévention, des gouvernements

locaux et nationaux et des agences internationales. Les échanges, marqués d'une franche collaboration entre partenaires canadiens et internationaux, ont principalement porté sur :

- Le renforcement des capacités d'action des femmes par le biais de programmes locaux de prévention du crime et de sécurité communautaire ;
- Les partenariats et le rôle des villes/municipalités pour des collectivités plus sûres ;
- L'aménagement sécuritaire et le rôle de la recherche et de l'évaluation.

Le séminaire « Tisser les liens » a atteint bon nombre d'objectifs majeurs tels l'échange d'informations et de ressources nationales et internationales sur le thème central de l'amélioration de la sécurité des villes et des communautés. Il a également permis la mise en place d'infrastructures assurant la pérennité des actions entreprises, dont la *Déclaration de Montréal sur la sécurité des femmes*¹, la formalisation du réseau *Femmes et villes international* et celle d'un site Internet diffusant de l'information sur diverses initiatives en ce domaine. Suscitant un évident enthousiasme pour une plus grande collaboration aux échelons national et international, il a enfin ouvert la voie au lancement d'un concours des bonnes pratiques en matière de sécurité des femmes.

● Les Prix Sécurité des femmes 2004

Le concours Les Prix Sécurité des femmes 2004 avait pour but de recueillir et de diffuser toute l'information disponible sur les bonnes pratiques et politiques municipales relatives à la sécurité des femmes et à l'amélioration de leur sentiment de sécurité. Groupes de femmes, municipalités, centres pour jeunes et autres organismes communautaires œuvrant à la sécurité des femmes étaient éligibles au concours. Couvrant un vaste éventail d'approches diverses, les organismes participants ont été appelés à soumettre leur projet en l'inscrivant, par voie de formulaire², sous une ou plusieurs des catégories suivantes :

¹ Les actes du 1^{er} Séminaire international sur la sécurité des femmes et la *Déclaration de Montréal sur la sécurité des femmes* peuvent être consultés sur le site Internet de *Femmes et villes international* www.femmesetvilles.org

² Le formulaire d'inscription est accessible sur le site Internet de *Femmes et villes international* www.femmesetvilles.org

- Défense des droits, réseautage et mobilisation communautaire ;
- Renforcement des capacités d'action des femmes et formation ;
- Programme d'éducation et de sensibilisation publique ;
- Aménagement sécuritaire des lieux publics ;
- Politiques municipales de prévention du crime et de sécurité communautaire intégrant l'approche de genre.

Bien que très diversifiées, les initiatives en matière de sécurité des femmes se consacrent généralement au développement de stratégies et de politiques de prévention propres à réduire la violence et le risque de violence envers les femmes, ainsi que leur sentiment d'insécurité dans les lieux publics et privés. Pour y parvenir, il convient de créer un environnement (social, physique et institutionnel) plus sécuritaire pour les femmes et les filles, de favoriser leur participation à la vie communautaire, de rechercher des partenariats entre organismes communautaires et gouvernements locaux, et d'impliquer les femmes et les filles, dans toute leur diversité, dans les processus de prise de décision. Un jury international composé d'expertes en ce domaine a donc sélectionné les meilleures pratiques de chaque catégorie en fonction de cinq critères :

- La pertinence de l'approche démontrant une bonne analyse de la problématique et la mise sur pied d'interventions appropriées ;
- Une stratégie d'intervention locale (à l'échelon du quartier, de la communauté, de la municipalité ou de la région) ;
- Des partenariats avec les gouvernements locaux, la police, les écoles et/ou autres organisations ;
- La prise en considération de la diversité des besoins et des perspectives des femmes en fonction des différents contextes culturels ;
- Une démonstration des efforts consentis au renforcement des capacités des femmes et à leur participation active au projet ;
- Des objectifs et des résultats clairs et pragmatiques fournissant des outils qui puissent être utilisés ailleurs.

Quelque 96 inscriptions, provenant de 28 pays, ont salué ce premier concours lancé en novembre 2003. Des gouvernements municipaux aux organisations indigènes, les cinq continents ont apporté plusieurs exemples d'approches innovatrices, de projets enthousiasmants, d'outils applicables ailleurs et d'évaluations fort impressionnantes. Ayant compilé séparément les projets canadiens et internationaux, le jury a sélectionné 12 initiatives canadiennes et 10 internationales comme récipiendaires des Prix Sécurité des femmes 2004.

Les lauréats canadiens des Prix Sécurité des femmes 2004 ont été officiellement proclamés au cours de la conférence annuelle de la Fédération canadienne des municipalités (FCM), à Edmonton, le 28 mai 2004. Un certificat commémoratif a alors été remis aux gagnantEs par Anne McLellan, ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile (Canada), à l'occasion des célébrations du 20^e anniversaire du Centre pour femmes immigrantes *Changing*

together. Les lauréats internationaux ont été, pour leur part, proclamés dans le cadre du 2^e Séminaire international sur la sécurité des femmes qui tenait ses assises à Bogota, Colombie, du 22 au 25 novembre 2004.

Les lauréats canadiens et internationaux dans chaque catégorie sont :

■ Défense des droits, réseautage et mobilisation communautaire

- *Freedom from Violence through Education*
- *The R.E.S.P.E.C.T. Project: Improving the Personal Security of Women and Girls in Rural Northeastern Ontario*
- *West End Women's Safety Project (WEWSP)*
- *Mobilizing Communities to Prevent Domestic Violence*
- *Making Safer Places*
- *Defensa, Seguridad y Derechos de la mujer para la ciudadanía*

■ Renforcement des capacités d'action et formation

- *The Empowerment Project: A Train the Trainer Tool Kit for Delivering Self-Protection and Assertiveness Workshops to Women and Girls*
- *City of Charlottetown Family Violence Prevention Program*
- *What's Age Got To Do With It?*
- *Empowerment of Women and Youth Towards a Gender Just Society*
- *Survivors of Crime Trauma Room*

■ Programme d'éducation et de sensibilisation

- *The WTN/IBC Girls TV Camp – Nunavut*
- *Women and Violence: Education is Prevention*
- *Project Respect*
- *VIP (Violence Is Preventable) Project*
- *Rape Prevention Implementation*
- *Making Kadjebi District Gender Sensitive*

■ Aménagement sécuritaire des lieux publics

- *Conscience urbaine*
- *Kwa Makhutha Women's Safety Audit*

■ Politiques municipales de prévention du crime et de sécurité communautaire intégrant l'approche de genre

- *Cowichan Valley Safer Futures Program*
- *Confrontation Management for Women at High Risk*
- *Building a Safe City Together*

Le présent recueil fournit une description de tous les projets gagnants canadiens (volet 1) et internationaux (volet 2). Il comporte également un résumé des projets qui, bien qu'ils n'aient pas remporté de prix, ont été reconnus comme « bonnes pratiques » par les jurées (volets 3 et 4), de même qu'un court synopsis de tous les projets présentés au concours (volets 5 et 6)³. En diffusant cette information, *Femmes et villes international* veut encourager les initiatives existantes et renforcer les capacités des autres groupes à développer des projets. Notre objectif est de promouvoir l'enrichissement mutuel des connaissances

³ Toutes les inscriptions au concours sont accessibles dans le répertoire de *Femmes et villes international* www.femmesetvilles.org

à travers le Canada et partout dans le monde, et d'améliorer les politiques actuelles en faisant la démonstration de projets efficaces dans la prévention de la violence faite aux femmes.

● Apprendre des bonnes pratiques

Vu la diversité, à l'échelon tant canadien qu'international, des communautés impliquées ici, et la nature complexe de la violence entre hommes et femmes, il n'est guère surprenant de constater qu'il n'existe aucune approche de « taille universelle » sur la question de la violence faite aux femmes. Les projets qualifiés de « bonne pratique » se penchent, conséquemment, sur plusieurs questions interreliées, dont :

- La violence dans les relations intimes, et d'abord celle des partenaires mâles, bien que la maltraitance envers les personnes âgées et les enfants, ainsi que la violence au sein des couples de même sexe aient également été abordées par certains projets ;
- La violence dans les relations amoureuses, touchant surtout les jeunes femmes ;
- La violence dans les lieux publics ;
- La violence dont sont victimes des groupes particulièrement vulnérables, tels les prostituées « de rue » ou les femmes nouvellement immigrées confrontées à la barrière linguistique quand vient le temps de connaître leurs droits et de demander de l'aide ;
- La violence faite aux femmes, aggravée par le racisme, l'hétérosexisme et la marginalisation des peuples indigènes et autochtones et des personnes handicapées.

De Charlottetown à Salt Spring Island, de Winnipeg au Nunavut, les bons projets ont émergé de partout au Canada. Tout comme les projets internationaux provenant aussi bien de Bolivie et de Russie, que d'Afrique du Sud et des Indes. Certains ont été mis en place par des gouvernements locaux et les forces de police, d'autres par des organismes indépendants avec ou sans but lucratif. Ils touchaient une belle variété de contextes, dont :

- Des quartiers centre de grandes villes ;
- Des communautés socialement désavantagées sur le territoire de grandes villes, incluant les banlieues et les villages de squatters ;
- Des villes moyennes ;
- De petites villes, municipalités rurales et régions isolées.

Quoi qu'il en soit, plusieurs thèmes communs ressortent de toutes ces bonnes pratiques. Ainsi, tous les projets :

- Impliquent un certain degré de partenariat avec les autorités locales (gouvernement municipal, institutions d'enseignement, santé publique, forces de police), les organismes communautaires (groupes de femmes tout autant que groupes au service des peuples indigènes ou autochtones, des minorités visibles, nouveaux immigrants, groupes linguistiques minoritaires, personnes handicapées ou membres des minorités sexuelles

(lesbiennes, gays, bisexuels et trans-sexuels), des organisations professionnelles (avocats, médecins, leaders religieux) et, dans certains cas, des gens d'affaires et/ou des chercheurs universitaires. Non seulement ces partenariats ont-ils élargi la base de connaissances de chaque projet, mais l'étendue et le niveau d'implication des communautés ont, dans de nombreux cas, mené à la création de programmes viables et efficaces ;

- Associant, en termes d'approche, un certain degré d'assistance personnelle et de renforcement des capacités, à la défense publique des droits civiques et à l'éducation ;
- Démontrent une compréhension nuancée de la violence faite aux femmes, en reconnaissant que, si une majorité d'actes violents sont commis dans l'espace « privé » du domicile, la violence et l'insécurité limitent aussi l'implication des femmes dans le domaine public ;
- Proposent des approches innovatrices en termes de renforcement des capacités d'action et de participation active des femmes.

Plusieurs de ces bonnes pratiques :

- Recourent à une approche « formation des formatrices/formateurs », afin d'utiliser au mieux leurs maigres ressources humaines et financières, et d'assurer la viabilité à long terme du projet ;
- Aménagent des espaces sécuritaires dans le cadre de leur campagne de sensibilisation communautaire ;
- Développent de nouveaux outils pour des relations humaines plus saines ;
- Empruntent une approche misant sur la promotion et la publicité en prévention de la violence ;
- Mettent l'accent sur la guérison spirituelle tout autant que physique et émotionnelle ;
- Présentent d'excellents mécanismes d'évaluation.

Les Prix sécurité des femmes ont été l'occasion de riches discussions, tant au sein du comité d'organisation que du jury d'expertes, quant à ce qu'est une bonne pratique en matière de sécurité des femmes et des communautés. Devait-on privilégier les inscriptions traitant de la sécurité dans le domaine public ou celles qui touchent le domaine privé ? Devait-on attacher plus d'importance aux initiatives mettant l'accent sur la défense des droits et les politiques publiques que sur celles qui offrent des prestations directes de service à des groupes mal desservis ? Le travail intense et efficace auprès de petits groupes particulièrement marginalisés doit-il être considéré comme moins valable qu'une approche plus large mais plus diffuse ? Un organisme de « terrain », populaire et particulièrement pauvre, doit-il être préféré à une organisation plus importante, mieux financée et plus intégrée au courant dominant ? Bien que choisir les bonnes pratiques gagnantes ait été une tâche ardue, il fut fort intéressant de voir comment, et sur quels projets, se sont formés les consensus, et de constater l'immense diversité des bonnes pratiques soumises à la sélection.

1. Les bonnes pratiques - Canada

DÉFENSE DES DROITS, RÉSEAUTAGE ET MOBILISATION COMMUNAUTAIRE

■ Freedom from Violence through Education (Education for Equality Project, EEP)

Working Women Community Centre / Région métropolitaine de Toronto, Ontario

Dans plusieurs communautés issues de l'immigration, la violence faite aux femmes et la violence familiale sont des sujets tabou dont la réalité reste souvent cachée pour cause de croyances culturelles ou religieuses. Les femmes immigrantes sont particulièrement vulnérables à cette violence parce qu'elles sont isolées de la société canadienne en général, qu'elles ne maîtrisent pas l'anglais et/ou ignorent où et comment faire appel aux ressources communautaires. Le *Education for Equality Project (EEP)* aborde les perceptions, les croyances et les attitudes culturelles relatives à la violence envers les femmes et à la violence familiale, de façon non-menaçante, attentive aux différences culturelles et fort efficace.



Le projet *EEP* travaille directement avec les communautés immigrantes, dans leurs lieux de rencontre, afin de dissiper les mythes et préjugés entourant la violence faite aux femmes et la violence familiale, et, par le fait même, de rendre visible cette violence aux yeux de tous.

L'objectif de *EEP* est de travailler avec les immigrantEs locaux et les communautés émergentes, dans leurs lieux de rencontre, pour augmenter la sensibilisation aux indicateurs de violence et d'abus contre les femmes, ouvrir le dialogue et mettre au point des stratégies permettant d'offrir des services anti-violence dans ces lieux familiers.

Points d'accès des communautés ethno-culturelles, ce sont - particulièrement pour les femmes et les filles immigrantes de fraîche date ou canadiennes de première ou de seconde génération - des lieux de rencontre et de partage naturels où l'information peut être diffusée. Le *EEP*, qui y concentre ses efforts, recourt à une approche de renforcement des capacités d'action, offre des paramètres d'intervention et mise sur la sensibilisation contre la violence.

Produits :

Les outils suivants ont été mis au point, ou sont encore en développement :

- Dépliants multilingues visant à recruter des bénévoles et traduits en espagnol, portugais, arabe, ourdou et farsi ;
- Livret de référence offrant de l'information sur les droits des femmes au Canada et sur les divers organismes qui luttent contre la violence, traduit en arabe, farsi et ourdou ;
- Guide d'animation, destiné aux organismes, membres des communautés et bénévoles travaillant avec les femmes immigrantes sur les questions touchant la violence faite aux femmes.

Nos commentaires :

Un modèle fort imaginaire de défense des droits et de réseautage multilingue et multiculturel, qui utilise les commerces du quartier pour distribuer de l'information sur la violence faite aux femmes. Plus de 80 femmes bénévoles, sud-asiatiques, africaines, chinoises, arabophones, hispanophones, lusophones et farsies, ont été formées à porter assistance dans différents points d'accès (salons de coiffure, cabinets de médecin et laveries). L'évaluation est détaillée et convaincante.

Renseignements :

533A Gladstone Avenue, Toronto,
Ontario, Canada, M6H 3J1
Tél. : 416-532-2824 / Téléc. : 416-532-1065
Courriel : marcie@workingwomenc.org

■ **The R.E.S.P.E.C.T. Project : Improving the Personal Security of Women and Girls in Rural Northeastern Ontario**

Amelia Rising Sexual Assault Centre of Nipissing / District de Nipissing, Ontario

Le R.E.S.P.E.C.T. Project est un acronyme des termes anglais *Resources, Education, Safety, Prevention, Empowerment, Community-Building et Training* (ressources, éducation, sécurité, prévention, renforcement des capacités, développement communautaire et formation), parce que ce sont là les éléments qui peuvent véritablement améliorer la sécurité personnelle des femmes et des filles de l'Ontario rural du Nord-Est. Pour coordonner ce projet, une femme Ojibway, parlant couramment Ojibway et Odawa, a été recrutée et a consacré la dernière année à élaborer et tenir, dans diverses localités rurales isolées, une série de retraites destinées aux mères et aux filles, ainsi qu'à renforcer l'estime de soi des femmes et les relations familiales et communautaires. Les retraites comportent des enseignements traditionnels sur la force et le pouvoir des femmes, et sollicitent des partenaires du projet l'apport de mesures légales et sécuritaires selon une perspective ouest-européenne.

Les aspects « éducation » et « renforcement des capacités d'action » du projet proposent des rencontres aux jeunes hommes autochtones (13-16), enfants autochtones (7-12), filles autochtones et francophones (12-14) et femmes présentant des difficultés d'apprentissage ou de développement. Ils explorent des thèmes relatifs à la violence relationnelle et la violence familiale sous les auspices des « *Sept leçons de Grand-père* », en français ou en langue traditionnelle. Des ateliers d'une journée ou moins (sur les dépendances, la prise de conscience des abus sexuels, la sécurité et la prévention), ont été présentés à des élèves du primaire de la Commission scolaire de Bear Island (nation Temagami), à des clients et associés du *Centre Métis Woodland*, à des aînées de la nation Temagami, et aux étudiants, professeurs et assistants pédagogiques de la nation Kashechewan, sur les rives de la Baie de James. En février 2003, des services directs ont été offerts aux survivantEs d'abus, ainsi qu'un atelier traitant des traumatismes collatéraux, destiné aux travailleurs de première ligne en santé publique de cette communauté éloignée.

La formation offrait un atelier sur la prise de conscience et la réaction aux abus pour les membres et moniteurs de la *Maison de Guérison*. Des ateliers d'information juridique pour les femmes en situation de violence ont été fournis, en novembre 2003, en partenariat avec le *Ontario Women's Justice Network* et l'Association du Barreau de l'Ontario, à



20 agences de première ligne luttant contre la violence et la pauvreté dans tout le Nord-Est.

Produits :

Le projet R.E.S.P.E.C.T. est à développer ou a déjà mis en branle au cours de la dernière année :

- Un guide pour les retraites, destiné aux mères et aux filles ;
- Une ébauche de projet destiné à un groupe de femmes présentant des difficultés d'apprentissage et de développement ;
- Une ébauche de projet pour groupe transitoire (4 semaines) sur l'estime de soi, l'enracinement et la sécurité ;
- Une ébauche de projet destiné à un groupe de filles francophones ;
- Des projets pour groupes d'adolescentEs et d'enfants touchant la violence dans les relations amoureuses et les « *Sept leçons de Grand-père* » ;
- Des projets de formation et du matériel pour soutenir les professionnelLEs de première ligne dans leurs interventions auprès des survivantEs d'abus et de violence.

Nos commentaires :

Un projet de mobilisation communautaire à multiples facettes desservant des femmes et filles « à risque » des petites municipalités rurales et des communautés éloignées du Nord-Est ontarien. Un large éventail de partenariats (Autochtones, Métis, Francophones, forces de police, organismes de femmes œuvrant auprès de personnes handicapées, centres communautaires) s'attendant à une tâche complexe de façon cohérente tout autant que coordonnée. Le projet R.E.S.P.E.C.T. est spécialement efficace dans le domaine du renforcement des capacités et de la participation des femmes : les retraites mères/filles mettent l'accent sur le rôle central des femmes autochtones sur le plan éthique et spirituel.

Les ateliers d'information juridique fournissent une information en langage simple, imprimée en gros caractères, dans un format facile à photocopier, ainsi que les notes des conférenciers, aux organismes de première ligne désirant donner ces ateliers en région. Ils ont également bien décrit la composition de leurs groupes de sensibilisation publique et groupes de support, ce qui facilite la reproduction de ce modèle ailleurs.

Renseignements :

Donna-lee Iffla
 P.O. Box 20083, North Bay, Ontario, Canada P1B 9N1
 Adresse postale : 269, Main Street West, North Bay,
 Ontario, Canada, P1B 2T8
 Tél. : 705-840-2403 / Téléc. : 705-840-5050
 Courriel : ameliarisingwomen@bellnet.ca /
 donnalee.ameliarisingwomen@bellnet.ca
 Site Internet : www.ameliarisingsexualassaultcentre.com

■ West End Women's Safety Project (WEWSP) Mount Carmel Clinic – Sage House / Winnipeg, Manitoba

Le *West End Women's Safety Project (WEWSP)* est un projet d'assistance et d'entraide auprès du *Sage House*, centre de jour pour prostituées de rue. Il a pour but d'augmenter la sécurité des femmes et des enfants qui vivent et travaillent dans le quartier West End, à Winnipeg. L'objectif est d'identifier les besoins des prostituées de rue et des résidantEs du West End en matière de sécurité, d'établir le contact entre les femmes et les ressources communautaires, et de créer des liens de confiance entre les travailleuses de l'industrie du sexe et les autres femmes.

Deux intervenantEs à temps partiel s'attaquent à ce projet sur plusieurs fronts : travail de rue pour rejoindre les femmes qui s'y prostituent afin de leur procurer des condoms, de leur distribuer des cartes d'information sur les ressources disponibles et de les référer à ces ressources communautaires ; partenariat avec deux organismes communautaires afin d'offrir des centres de jour aux travailleuses du sexe du West End ; lien entre les travailleuses du sexe et les groupes communautaires ; promotion d'actions communes augmentant la sécurité de toutes les femmes et de tous les enfants du West End ; et soutien au développement de liens de confiance entre les travailleuses du sexe et la Brigade criminelle, département des crimes sexuels et de la moralité publique, de la police de Winnipeg.

Produits :

Les intervenantEs du *WEWSP* ont mené un sondage auprès des travailleuses du sexe et organisé des marches exploratoires sur la sécurité des femmes dans la communauté, en collaboration avec le *Wolseley Family Centre*. Des cartes de visite indiquant les ressources disponibles et des circulaires sur les « clients dangereux » ont été diffusées auprès des groupes de parents, des groupes communautaires et des travailleuses du sexe.

Nos commentaires :

Un modèle de mobilisation communautaire. Le projet a mis sur pied une large variété de partenariats : groupes de défense des prostituées, conseil de quartier, autochtones, organismes de service aux femmes, écoles, forces de police et groupes de gens d'affaires. Ils ont pu démontrer des résultats concrets (arrestation d'un violeur en série, diffusion de circulaires dénonçant les pratiques à risque, installation d'un centre de jour qui offre un refuge sécuritaire aux travailleuses d'une industrie hautement non-sécuritaire !), et mise au point de brillants mécanismes d'évaluation. Leur approche d'atténuation des nuisances réciproques a mené à des résultats positifs tant auprès d'un groupe de femmes particulièrement vulnérables (les prostituées de rue) que de la communauté en général.

Renseignements :

Gloria Enns
 50 Argyle Street, Winnipeg,
 Manitoba, Canada, R3B 0H6
 Tél. : 204-943-6379 / Téléc. : 204-956-0384
 Courriel : sagehous@mts.net

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET FORMATION

- **The Empowerment Project :**
A Train the Trainer Toolkit for Delivering Self-Protection and Assertiveness Workshops to Women and Girls
Fredericton Sexual Assault Crisis Centre, Inc. / Fredericton, Nouveau-Brunswick

Ce projet a étudié, conçu, testé et présenté des modules, utilisables partout au Canada, de formation des formatrices/formateurs en matière de sécurité personnelle des femmes et des filles. Bien que plusieurs programmes existent déjà, aucun modèle national ne s'était imposé et bon nombre ne dépassaient guère l'entraînement physique à l'autodéfense en cas d'agression par un étranger. La preuve est pourtant faite que ce sont, généralement, des hommes connus de leurs victimes, parfois même amis ou conjoints, qui agressent les femmes



et les filles. Ce modèle d'intervention fait appel à une approche ouverte qui questionne les rôles entre les hommes et les femmes, les inégalités sociales dont sont victimes les femmes, et l'importance de la sensibilisation et du développement des compétences.

Cette boîte à outils est offerte aux maisons de transition, centres de lutte aux agressions sexuelles, centres de femmes et organismes travaillant auprès des femmes qui sont en marge de la loi, partout au Canada. Ces groupes travailleront à la prévention des agressions sexuelles dans leur propre communauté. En raison de la grande diversité des communautés, le projet a développé de multiples outils et documents parmi lesquels les intervenantEs trouveront ceux qui sont les plus appropriés à la communauté ou au groupe d'âge concerné.

Produits :

Cette initiative a donné lieu au développement d'une boîte à outils pour la formation des formatrices/formateurs, destinée aux intervenantEs des centres de lutte aux agressions sexuelles, maisons de transition, centres de femmes et organismes travaillant auprès des personnes à risque et des femmes qui vivent en marge de la loi, partout au Canada. Le produit final prend la forme d'un cahier et d'une vaste gamme d'outils sur CD-ROM, présentés dans les deux langues officielles. Quelque 400 cahiers – 300 anglais et 100 français, en comptant les CD-ROM – ont été fabriqués jusqu'à présent. De plus, 187 CD-ROM ont été gravés pour distribution lors du lancement du *Empowerment Project*, le 23 septembre 2003. À ce jour, 200 cahiers et 84 CD-ROM ont été distribués à travers le Canada.

Nos commentaires :

Les objectifs de ces modules de formation en autodéfense et en affirmation de soi sont admirables : bâtir l'estime de soi et la valorisation personnelle ; informer les femmes des succès de la résistance ; aider les femmes à réaliser qu'elles valent la peine qu'on lutte pour elles. D'un usage flexible et d'une grande diversité, la boîte à outils est adroitement ciblée pour utilisation auprès des femmes tout particulièrement vulnérables des maisons de transition, centres de lutte aux agressions sexuelles, centres de femmes et organismes travaillant auprès des femmes en conflit avec la loi, partout au Canada.

Considérant l'utilisation des techniques physiques d'autodéfense comme moyen de dernier recours, le projet met plutôt l'accent sur la sensibilisation, encourage l'affirmation de soi et aide les petites filles et les jeunes femmes à reconnaître qu'elles valent bien tous les efforts qu'elles mettront à se défendre elles-mêmes et à résister à la violence. D'excellents partenariats consultatifs avec les organismes communautaires, la police, les intervenantEs en prévention de la violence, les groupes travaillant avec les aînéEs, les autochtones, les personnes handicapées, les analphabètes et les membres des communautés multiculturelles, ont permis de tester et d'évaluer pleinement cette boîte à outils bilingue avant distribution. La stratégie de distribution est bien implantée.

Renseignements :

Lorraine Whalley
P.O. Box 174, Fredericton,
New Brunswick, Canada, E3B 4Y9
Tél. : 506-454-0460 / Téléc. : 506-457-2780
Courriel : fsacc@nbnet.nb.ca

■ City of Charlottetown Family Violence Prevention Program

Premier's Action Committee on Family Violence Prevention et City of Charlottetown / Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard

La violence familiale est une préoccupation communautaire et, de la communauté, doivent émerger les forces du changement. Telle est la vision du maire et du conseil municipal de Charlottetown qui, à la suite du meurtre par leurs conjoints de deux résidentes de l'île en moins de sept mois, ont adopté à l'unanimité, en juillet 2001, une résolution prônant la prévention de la violence familiale. Cette adoption fut suivie d'actions immédiates de la part de l'administrateur en chef et du directeur des Ressources humaines de la Ville de Charlottetown, qui réunirent en comité les autorités municipales et provinciales, les leaders communautaires en sécurité des femmes et des experts de la violence familiale, afin de concevoir et de formuler un programme de formation destiné à tout le personnel de la ville. La municipalité de Charlottetown s'est engagée à devenir un ambassadeur corporatif de la sensibilisation, de l'éducation, de la prévention et de l'intervention en matière de violence familiale.

Au moment où la campagne de sensibilisation et de formation était en plein développement, le Conseil consultatif sur le statut de la femme de l'île-du-Prince-Édouard lança sa campagne annuelle du *Ruban Pourpre* commémorant le massacre de Polytechnique, à Montréal, et la mort de toutes les femmes victimes de violence. La Ville de Charlottetown y vit une excellente occasion de faire preuve de son engagement envers la prévention de la violence familiale, et en profita pour afficher clairement ses couleurs. Sous sa gouverne, un ruban pourpre de près d'un mètre de large fut conçu, fabriqué et solidement fixé au beffroi de l'hôtel de ville de Charlottetown, où, symbole des engagements municipaux envers la sécurité des femmes et la prévention de la violence familiale, il continue fièrement son œuvre de sensibilisation auprès des résidentEs et visiteurs.

La Ville de Charlottetown, démontrant un authentique leadership, s'est assurée que tous les éluEs soient les premierEs à participer au programme de formation, avant même d'y soumettre tous ses employéEs. Cette rigueur a donné le ton à ce projet de formation en renforcement des capacités, en obtenant publiquement le soutien de tous les éluEs au conseil, et en développant un mécanisme de contrôle de qualité pour évaluer la capacité de réponse des forces de police en matière de violence conjugale.

Produits :

Pivot du programme de prévention de la violence familiale de la Ville de Charlottetown, un programme de formation et de sensibilisation d'une à trois heures, comprenant un document vidéo et quatre modules d'ateliers pouvant être présentés seuls ou combinés, en fonction de l'auditoire ciblé. Ces modules sont utiles aux administrateurs, superviseurs et autres employéEs pour mieux comprendre leur rôle et responsabilités dans la prévention de la violence familiale. Des ateliers sur mesure ont été développés pour sensibiliser et répondre aux besoins spécifiques des fournisseurs de services de première ligne, tels la police, le service d'incendie, les services de sports et loisirs ou les brigadiers scolaires. Une trousse d'information complète a été remise à chacunE des employéEs de la Ville. Entre autres éléments, elle comportait une petite carte jaune portant les noms et numéros de téléphone des autorités locales à contacter en cas de violence familiale, carte qui fait désormais partie intégrante de l'uniforme des employéEs municipaux.

Nos commentaires :

C'est dans l'optique de publiciser les bonnes pratiques des gouvernements locaux relatifs à la sécurité des femmes et à l'approche de genre qu'ont été créés les Prix Sécurité des femmes. Or, ce programme donne l'exemple d'une excellente initiative municipale qui aborde la violence familiale comme enjeu sociétal. Les stratégies peuvent être facilement reproduites par d'autres gouvernements locaux.

Contact Information:

Rona Brown
Premier's Action Committee on
Family Violence Prevention
c/o PEI Dept of Health & Social Services
PO Box 2000, Charlottetown, PEI, Canada, C1A 7N8
Tél. : 902-368-6712
Courriel : rmbrown@gov.pe.ca

Eleanor Gallant
City of Charlottetown
PO Box 98, Charlottetown, PEI, Canada, C1A 7K2
Tél. : 902-566-5548 / Téléc. : 902-566-4701
Courriel : egallant@city.charlottetown.pe.ca /
city@city.charlottetown.pe.ca
Site Internet : www.city.charlottetown.pe.ca

■ What's Age Got to Do With It?

B.C. / Yukon Society of Transition Houses /
Colombie-Britannique et Yukon

Au Canada, comme dans la quasi-totalité des pays du monde, les femmes âgées sont victimes d'inégalité et, bien souvent, de pauvreté, de violence et d'abus. Comme la violence en fonction du sexe ne s'arrête pas à 50 ans, même si elle est passée sous silence par le mouvement anti-violence, les femmes âgées risquent d'avoir besoin des mêmes services et du même soutien que leurs sœurs plus jeunes. Si une femme sur quatre risque d'être victime de violence conjugale, les femmes âgées sont également menacées de violence et d'abus de la part de leurs enfants adultes et de leurs petits-enfants. Leurs difficultés sont parfois amplifiées par des problèmes de santé et de vieillissement. Les femmes autochtones, immigrantes, réfugiées, handicapées, lesbiennes ou bisexuelles victimes d'abus ont des besoins spécifiques en termes d'accueil et de soutien.

Ce projet comporte deux volets. Premièrement, on a créé des outils de sensibilisation aux problèmes et obstacles rencontrés par les femmes âgées victimes d'abus. Un corpus de formation spécialisée a été offert aux intervenantEs auprès des femmes et des victimes, fournissant l'information et développant les compétences permettant de répondre de façon appropriée et avec tact aux besoins et questions des femmes âgées victimes d'abus ou de violence de la part de membres de la famille. Cette approche a été testée avec succès auprès de quatre communautés. Un dépliant, sur la reconnaissance des symptômes d'abus et sur l'aide que peuvent apporter professionnels et fournisseurs de service, a été produit et largement distribué. Un livret, conçu avec la collaboration d'un groupe de femmes âgées, permet par ailleurs d'identifier les problèmes d'abus et les services communautaires disponibles. Un document vidéo et un guide de recherche ont également été produits et largement diffusés pour favoriser une prise de conscience des violences et abus dont sont victimes les femmes âgées et des obstacles qu'elles rencontrent lorsqu'elles veulent quitter leur abuseur.

Deuxièmement, une alternative aux actuels refuges pour femmes en détresse a été mise sur pied pour accueillir les femmes âgées ayant besoin de sécurité et de soutien quand elles quittent une situation d'abus. Des refuges d'urgence pour femmes âgées ont été testés dans les communautés de Creston, Penticton, Victoria, en Colombie-Britannique, et de Whitehorse, au Yukon. L'accueil se fait en maison privée avec la collaboration du refuge pour femmes de la région. Ce dernier fournit du personnel spécialement formé à venir en aide aux femmes âgées qui

sont hébergées chez des volontaires, en toute confidentialité. Chaque localité peut compter sur unE intervenantE spécialement forméE et les maisons d'accueil privées y sont actuellement fort actives. Des femmes entre 51 et 80 ans ont eu recours à ce service jusqu'à présent.

Produits :

- Un document vidéo et un Guide de réflexion ;
- Un livret offrant de l'espoir, de l'information et des ressources aux femmes âgées victimes d'abus ;
- Un dépliant pour les professionnels intervenant auprès des femmes âgées, afin de détecter les indicateurs d'abus, savoir comment aborder la question, rendre l'information disponible et référer les femmes qui révèlent un abus ;
- Un corpus de formation pour les prestataires de services ;
- Un modèle sécuritaire de refuge en maison privée et de soutien pour les femmes âgées ;
- Des trucs et des outils pour porter assistance et fournir, au sein de la communauté, un hébergement sécuritaire approprié aux femmes âgées victimes d'abus.

Nos commentaires :

Cette initiative répond aux besoins particuliers et aux préoccupations des femmes de plus de 50 ans qui sont victimes de violence conjugale ou d'abus de la part de leurs enfants et petits-enfants. Les difficultés des femmes âgées sont souvent aggravées par la pauvreté et des problèmes de santé. Le projet émerge d'une large consultation avec les femmes âgées de la Colombie-Britannique et du Yukon, et les organismes desservant les femmes immigrantes, autochtones, handicapées ou lesbiennes âgées.

Le concept de refuge d'urgence en maison privée est une approche particulièrement novatrice fournissant un lieu sécuritaire aux femmes des petites communautés qui, autrement, ne pourraient offrir un service de refuge complet. Le document vidéo et le guide de réflexion, tout autant que le concept de refuge d'urgence, sont aisément transposables ailleurs au Canada.

Renseignements :

M.J. (Greta) Smith et Jill Hightower,
Suite 507 - 475 Howe Street, Vancouver,
British Columbia, Canada, V6C 2B3
Tél. : 604-669-6943 / Téléc. : 604-682-6962
Courriel : admin@bcysth.ca
Site Internet : www.bcysth.ca



PROGRAMMES D'ÉDUCATION ET DE SENSIBILISATION PUBLIQUE

■ Project Respect

Victoria Women's Sexual Assault Centre /
Victoria, Colombie-Britannique

S'adressant à des jeunes de 14 à 19 ans, le projet *Respect* est un programme de prévention visant à mettre un frein à la violence sexuelle et, tout particulièrement, à l'agression commise par des connaissances. Le « Viol d'un soir » (*Date Rape*) présente un sérieux risque pour les jeunes et, tout spécialement, pour les jeunes femmes. Le projet comporte six volets : un atelier interactif pour jeunes, un site Internet, une campagne publique de sensibilisation, le document vidéo « *Respect Revolution* » doublé d'un guide de formation, un groupe de jeunes bénévoles et différentes activités communautaires qui permettent de divulguer le message.

Produits :

- Un document vidéo de prévention et un guide de discussion qui ont remporté des prix d'excellence ;
- Les dépliants « *Whose Scripts Are You Reading ?* » et « *Can You Talk About Sex ?* » ;
- Une carte de club de site Internet ;
- Un atelier de formation incluant des jeux interactifs inédits et des sketches de jeu de rôle ;
- Les « *Respect Packs* », comprenant une carte d'appel de ligne d'urgence, des autocollants du site Internet et des messages clés ;
- De la publicité dans les autobus ;
- Une vitrine d'information.
- Un site Internet (www.yesmeansyes.com) ;
- Un programme annuel de formation et d'action pour jeunes volontaires ;
- Des messages clés ;
- La « *Sexual Rights and Freedoms Affirmations List* » (Déclaration des droits et libertés en matière de sexualité) ;
- Le festival culturel annuel « *YoFest Youth* » et le « *HipHop V-Day Music Event* ».

Nos commentaires :

Bien qu'assez proche du *Education is Prevention Program* quant à son public cible (jeunes adolescentEs) et aux problématiques abordées (prévention précoce des relations violentes), cette initiative présente une approche multiple fort différente et comporte un vidéo primé, un programme de formation de huit semaines pour jeunes bénévoles, un site Internet, des activités communautaires et du matériel de promotion (tels autocollants, chemises, publicité dans les autobus et annonces radio). Le projet met l'accent sur les jeunes marginalisés, tels les autochtones, les minorités sexuelles (gays, lesbiennes, bisexuels et transsexuels), et les jeunes inscrits à des programmes alternatifs. Ces programmes, excellents par eux-mêmes, peuvent être considérés comme complémentaires.

Renseignements :

Jenny Matthews
2-941 Pandora Ave., Victoria,
British Columbia, Canada, V8V 3P4
Tél. : 250-383-5545 / Téléc. : 250-383-6112
Courriel : jennym@wvsac.com/
projectrespect@hotmail.com
Site Internet : www.yesmeansyes.com

Le projet *Respect* remet en question les attitudes et comportements qui mènent à une violence sexualisée : les stéréotypes sexistes, les épithètes discriminatoires, les communications biaisées, les drogues et l'alcool, la pression médiatique et le déséquilibre du pouvoir. Faisant appel à des messages clés, développés en collaboration avec des jeunes (« *Only yes means yes* » - « *Hear and be clear* »), le projet offre de vraies solutions et de réelles compétences aux jeunes qui peuvent désormais prévenir la violence sexuelle. Ces messages encouragent les jeunes à briser le silence.

Centré sur le thème du respect, ce programme a pour but de fournir aux jeunes des outils pour exprimer clairement leurs limites et entretenir des relations saines et sécuritaires. Il renforce les droits des jeunes à une sexualité sans violence.

■ **Women and Violence :
Education is Prevention**

SWOVA (Saltspring Women Opposed to Violence and Abuse) Community Development and Research Society / Southern Gulf Islands, Colombie-Britannique

Cette initiative de prévention de la violence à l'école et dans la communauté est un projet de partenariat entre le département de développement communautaire et de recherche sociétale du groupe *Saltspring Women Opposed to Violence and Abuse (SWOVA)* et du district scolaire #64, situé dans les Gulf Islands du Sud, en Colombie-Britannique. Les ateliers de développement de relations saines et respectueuses font partie d'un projet quinquennal de prévention. C'est un projet pilote à l'échelle canadienne, principalement subventionné par le fonds d'investissement de *Stratégie nationale pour la prévention du crime - Canada*.

Des intervenantEs adultes bien forméEs présentent des ateliers de sensibilisation et de renforcement des compétences aux élèves des classes de la 7^{ème} à la 11^{ème} année. Chaque étudiantE participant au projet reçoit 12 ateliers interactifs portant sur le développement de relations saines et respectueuses. L'équipe Jeunesse regroupe des étudiantEs du secondaires, forméEs et soutenuEs par des mentors, pour co-animer les ateliers destinés à leurs camarades et aux élèves plus jeunes. Ces pairs instructeurs travaillent de concert avec des moniteurs adultes en apportant leur connaissance personnelle de la culture des jeunes, et leur habileté à transmettre au reste de la classe les comportements clé, les nouvelles valeurs et les compétences qui permettent de lutter contre la violence.

Faisant l'hypothèse que la violence et les abus dans les relations intimes et interpersonnelles relèvent d'un comportement acquis durant l'enfance et l'adolescence, ce projet considère que la façon la plus efficace de s'attaquer au problème est de mettre en place des activités de prévention spécifiques visant le développement d'habiletés relationnelles positives. En impliquant enfants et adolescentEs dans un processus d'apprentissage interactif très vivant, de type « éducation populaire », les moniteurs entraînent les étudiantEs dans une variété de rencontres et d'activités portant sur les communications saines et les frontières à ne pas franchir, l'analyse des médias, le racisme, le sexisme, l'homophobie et la résolution de conflits. Conjuguant croissance personnelle, apprentissage des comportements anti-violence et développement des aptitudes propres à une relation saine, le programme veut réduire l'incidence de violence dans les relations intimes et interpersonnelles, en cours de scolarisation et dans la vie adulte.

Les ateliers mettent l'accent sur le développement de relations positives entre camarades et partenaires amoureux. SWOVA croit fermement que le programme d'ateliers créé dans le cadre de ce projet a le potentiel de réduire le taux d'incidence des violences interpersonnelles et amoureuses dans les îles du golfe et, dans une plus large mesure, de soutenir tous les jeunes en leur enseignant les habiletés nécessaires au maintien de relations saines et respectueuses.



Produits :

Le livre « *Freedom From Fear: The How-to Guide on Violence Prevention, Inspired by Teens for Teens* » (Libérés de la peur : un guide de prévention de la violence, inspiré par des jeunes et destiné aux jeunes) a été publié. Un guide de l'étudiantE a été créé pour chacun des niveaux de classe et chacun des ateliers, de même qu'un guide d'accompagnement pour les moniteurs.

Nos commentaires :

Un extraordinaire exemple d'intervention à l'école, émergeant des régions rurales de la Colombie-Britannique et déjà reproduite à travers le Canada. De bons partenariats entre le personnel des écoles, les étudiantEs du secondaire, le détachement local de la Gendarmerie royale du Canada et les parents d'élèves. Le processus d'évaluation est excellent et démontre, en comparant avec les écoles qui n'ont pas intégré le programme, une empathie croissante, des habiletés de résolution pacifique des conflits et une nette amélioration des réactions face aux comportements sexuels coercitifs. C'est une approche plutôt intensive pour une diffusion « grand public », mais cela fait partie du côté novateur du projet.

Renseignements :

Lynda Laushway
390 Upper Ganges Road, Salt Spring Island,
British Columbia, Canada, V8K 1R7
Tél. / Téléc. : 250-537-1336
Courriel : swova@saltspring.com
Site Internet : www.saltspring.com/swova



■ **The WTN/IBC Girls TV Camp - Nunavut**
Inuit Broadcasting Corporation /
 Iqaluit, Nunavut

Ce projet visait à desservir un groupe de filles et jeunes femmes marginalisées de 11 à 18 ans, en leur offrant un camp de formation de deux semaines et un club permanent à Iqaluit, au Nunavut. Utilisant la vidéo et la télévision comme médium d'exploration, le programme a permis l'étude critique des questions touchant à leur développement personnel, dans un cadre sécuritaire et sous le mentorat de femmes plus âgées. Ce programme à portée régionale a mis l'accent sur le développement de l'estime, de la conscience et de la connaissance de soi comme femmes inuites, tant au sein de leurs communautés que face au reste de la planète. Les plus importantes composantes du programme sont :

Le Cercle – Chaque jour débutait et se terminait par un cercle de salutations où chaque jeune fille et chaque conseillère était invitée à se présenter et à prendre la parole sur un sujet de son choix. Cet exercice relativement simple fut, pour 90 % des filles, une des tâches les plus pénibles de leur séjour. Au cours des quatre premiers jours, la plupart des filles se sont contentées de s'asseoir en cercle, genoux au menton et capuche sur les yeux, et de chuchoter leur nom. Le cinquième jour, au lendemain d'un atelier de jeu très intense sur le thème de l'estime et de la conscience de soi, les jeunes donnaient fièrement leur nom et commençaient à prendre la parole. Dès la deuxième semaine, cette activité devint un des événements les plus attendus de la journée et les conseillères furent souvent ramenées à l'ordre si elles avaient le malheur d'oublier ne serait-ce qu'un détail de cette routine.

Le Journal – Les jeunes femmes se virent remettre un cahier et furent encouragées à tenir journal en répondant chaque jour à une nouvelle question qui les amenait à réfléchir sur leurs propres comportements et attitudes comme femme et comme Inuite. Elles pouvaient, selon leurs besoins, partager ces réponses avec le groupe ou les garder secrètes. Cet élément s'est avéré extrêmement important pour les jeunes femmes qui traversent des situations difficiles.

Les ateliers de jeu – Portant sur :

- L'estime de soi ;
- L'exploration de soi sous l'anonymat du masque de danse (*Greenlandic Maskdancing Self Awareness*) ;
- L'image des femmes dans les médias, sur le plan mondial et dans la société inuite ;



- L'utilisation de la vidéo comme outil d'expression personnelle.

Les ateliers avaient pour but de créer chez les jeunes femmes :

- Un climat de confiance en soi et envers les autres membres du groupe ;
- Une occasion d'explorer leur propre comportement et les perceptions suscitées par l'environnement, et de nourrir leur capacité à changer l'image négative qu'elles ont du rôle de la femme inuite et de sa place dans la société ;
- Une occasion de s'exprimer sur des expériences et des comportements relatifs à l'abus ou au suicide ;
- Une occasion de renverser les rôles sexuels et culturels afin d'explorer plus avant les perceptions et comportements ;
- La possibilité de bénéficier d'un mentorat positif et de partager leurs expériences avec des conseillères perçues comme modèles à suivre.

Les ateliers sur l'estime de soi, l'image des femmes dans les médias et l'exercice *Greenlandic Maskdancing Self Awareness* sont ceux qui ont eu le plus d'impact. Ces ateliers de jeu, création de Beth et Lakkaluk Williamson, moniteurs des ateliers sur l'estime de soi et la danse sous masque, ont ouvert les yeux de ces jeunes femmes tant sur le vaste monde que sur leur environnement immédiat. Tout particulièrement le *Greenlandic Maskdancing* qui, en quatre sessions, permet aux filles de devenir « anonymes » sous le masque et d'emprunter la personnalité de leur choix - mâle, femelle, jeune, vieille, animal ou monstre effroyable. Son impact sur leurs comportements fut tangible.

Ces jeunes femmes qui, jusque-là, pouvaient à peine murmurer leur nom, devinrent littéralement sociables. Le programme prit alors un nouveau tournant pour se poursuivre, durant les six jours restants, dans un climat de confort et de confiance. Les apprentissages et outils des ateliers vidéo furent fournis peu à peu aux jeunes femmes qui assumèrent, chacune à son tour, les différentes fonctions requises par la réalisation de leurs propres vidéos. L'atelier sur l'image des femmes dans les médias leur a permis de jeter un regard neuf sur les images et messages qui façonnent la perception qu'elles ont des femmes. L'utilisation publicitaire du sexe, les stéréotypes et le contexte culturel furent également à l'étude.

Produits :

L'outil développé est un exemple parfait du travail qui peut être accompli, dans les communautés isolées, avec des jeunes femmes marginalisées et mal desservies, et des conseillères/mentors. Les défis rencontrés et les leçons qui en découlent sont des pistes à suivre pour assurer la prestation des programmes du *Women's Television Network* dans ces régions peu peuplées.

Nos commentaires :

Un projet extrêmement novateur pour desservir, en région éloignée, des filles à très haut risque, marginalisées et démunies. Le partenariat entre des producteurs de télévision et des Aînées respectées de la communauté inuite a fourni à ces jeunes femmes l'occasion d'explorer toutes les possibilités ouvertes par le programme *Follow Your Dreams*. Entre autres conséquences, on compte une vaste couverture média sur la violence faite aux jeunes femmes et un grand enthousiasme chez tous les partenaires à l'idée de reproduire l'expérience avec d'autres groupes.

Renseignements :

Debbie Brisebois
301 Cooper St. Suite 301, Ottawa,
Ontario, Canada
Tél.: 613-235-1892 / Téléc. : 613-230-8824
Courriel : debbie@inuitbroadcasting.ca /
info@inuitbroadcasting.ca



AMÉNAGEMENT SÉCURITAIRE DES LIEUX PUBLICS

■ Conscience urbaine

L'Écho des femmes de la Petite Patrie /
Montréal, Québec

Conscience urbaine est un projet qui vise à dénoncer les lieux non sécuritaires pour les femmes à Montréal. À partir de photos noir et blanc, Fanie Saint-Michel, jeune photographe engagée socialement, souhaite que les femmes dénoncent aux autorités de la Ville ces lieux potentiellement dangereux.

Conscience urbaine témoigne d'une préoccupation majeure de plusieurs Montréalaises pour les questions relatives à leur sécurité dans différents lieux publics. Cette démarche s'inscrit dans un désir de promouvoir l'art engagé socialement en présentant des images de type documentaire.

Comme toute campagne de sensibilisation publique de grand essor, l'approche comporte plusieurs étapes et stratégies pour rejoindre son public cible. Le premier volet s'articule principalement autour de l'installation de bannières photographiques dans des lieux ciblés, afin d'amener les passantEs à prendre conscience de l'aménagement urbain environnant. Chacune des affiches est le témoignage documentaire d'un lieu vu de nuit et rappelle, par sa présentation, le style publicitaire. Toutefois, l'objectif ici n'est pas d'offrir un produit, mais une nouvelle façon socialement engagée de voir et de vivre l'environnement urbain.

Sur chacune des installations, le ou la passante pourra prendre connaissance des critères d'évaluation d'un lieu en fonction de sa sécurité, et identifier le ou les éléments qui manquent à cet espace pour qu'il soit plus sécuritaire. Les critères d'aménagement sécuritaire portent sur le design de l'environnement urbain et les stratégies de sensibilisation et de prévention en matière de sécurité urbaine. Ces stratégies encouragent la participation des organismes, des institutions, des citoyennes et citoyens aux décisions touchant les lieux publics. Les critères sont

tirés du *Guide d'aménagement : Pour un environnement urbain sécuritaire* réalisé par le programme *Femmes et ville* de la Ville de Montréal.

Produits :

- Des posters géants de 3 X 3,5 m (10' X 12') et des bannières de 1,25 X 2,5 m (4' X 8'), accrochés dans les zones cibles de la ville de Montréal ;
- 3 000 cartes postales diffusant la photo d'un lieu urbain et les critères d'aménagement sécuritaire du point de vue des femmes.

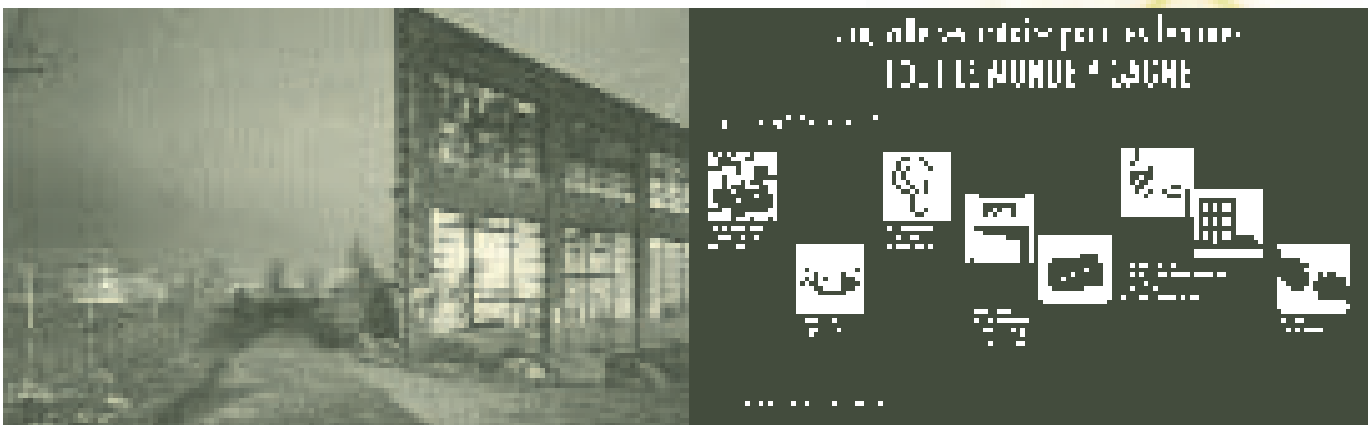
Nos commentaires :

Un projet de sensibilisation sociale basé sur l'art, qui utilise de façon créative les lieux publics et les commerces du voisinage pour passer son message sur l'importance de la vision des femmes dans l'aménagement et la sécurité urbaine. Une approche novatrice de sensibilisation publique et de renforcement des capacités, et un excellent exemple de partenariat avec les pouvoirs locaux et les commerçants.

Renseignements :

Lyse Cloutier
6032 Saint-Hubert, Montréal,
Québec, Canada, H2S 2L7
Tél. : 514-277-7445
Courriel : echodesfemmes@bellnet.ca

On peut consulter le *Guide d'aménagement pour un environnement urbain sécuritaire* sur le site www.montreal.qc.ca/femmesetville



POLITIQUES MUNICIPALES DE PRÉVENTION DU CRIME ET DE SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE INTÉGRANT L'APPROCHE DE GENRE

■ **Confrontation Management for Women at High Risk**

Vancouver Police Department /
Vancouver, Colombie-Britannique

Les prostituées du Downtown Eastside de Vancouver peuvent se décrire assez justement comme « travailleuses du sexe survivantes du viol » (*Survival Sex Workers – SSW*). Elles sont sous dépendance des drogues et/ou se prostituent pour s'assurer du minimum vital. Elles ne dénoncent les agressions sexuelles que pour obtenir de l'aide policière et médicale immédiate, et refusent généralement de coopérer avec les détectives qui doivent assurer le suivi de l'enquête. Les prédateurs, au fait de ce refus, s'attaquent aux prostituées sur une base régulière.

Les analyses d'ADN et l'utilisation du VICLAS (un outil d'enquête qui dresse un portrait des modes de comportement des criminels) ont révélé que les prédateurs qui agressaient les prostituées du Downtown Eastside, s'attaquaient aussi aux « femmes ordinaires », dans plusieurs quartiers et en banlieue de Vancouver. Ces dernières victimes, plus susceptibles de dénoncer l'incident à la police, coopèrent à l'enquête, ce qui permet de recueillir plus facilement les preuves ADN. En reliant quelques indices, en enquêtant à fond sur les agressions sexuelles subies par les prostituées du Downtown Eastside et en facilitant, de ce fait, le relevé des preuves par ADN, la police augmente ses chances d'identifier, d'arrêter et d'incriminer les prédateurs sexuels en série dont certains n'ont aucun casier criminel. Le Service de police de Vancouver a successivement mis sur pied trois projets pour faire face à la situation. Dès 2002, une formation, intégrée au corpus de base, a été offerte aux élèves officiers par un représentant du groupe *Prostitution Alternatives, Counselling and Education (PACE)*. Question de rendre bien visible la force policière dans ce quartier du centre, des marches/briefings de policiers en uniforme furent institués en 2002 et 2003. Au cœur de ces réunions sur le terrain, la nécessité d'obtenir la coopération des prostituées agressées et de compléter les enquêtes afin de recueillir des échantillons d'ADN pouvant éventuellement relier un prédateur à d'autres offenses criminelles. Fin 2003, la session de deux jours de formation des formatrices *Confrontation Management for Women at High Risk* était mise sur pied, financée et réalisée par le Service de police, avec l'aide de *PACE* et de l'organisme *Women's Information Safe House*. L'objectif de cette formation est d'enseigner aux prostituées à prévenir, à désamorcer, à se dégager d'une situation dangereuse

et/ou à se défendre, en suivant des directives sécuritaires, efficaces et légales, et à transmettre cet enseignement à leurs collègues de la rue. Onze prostituées ont participé à la première session. 30 autres se sont portées candidates pour la session 2004. Le programme est actuellement sous évaluation, mais semble être le seul programme au monde où le souci premier des services de police est de rendre la rue sécuritaire pour les prostituées.

Produits :

Un programme de formation, à contenu normatif, a été mis sur pied.


Nos commentaires :

Un partenariat entre la police et les prostituées de rue, novateur et transposable ailleurs. L'utilisation du modèle « formation des formatrices » assure la diffusion efficace de l'information en matière de sécurité, de références et d'hébergement d'urgence au sein de ce groupe à haut risque. Le projet tente de provoquer un virage culturel chez chacun des deux groupes et de les amener à s'entendre sur leur besoin commun d'identifier les prédateurs sexuels et de mettre fin à leurs méfaits. Plus de 30 prostituées ont demandé à suivre le cours, cette année, et du matériel d'information est disponible pour distribution, auprès du Service de police de Vancouver.

Renseignements :

Insp. John McKay or Const. Dave Dickson
312 Main Street, Vancouver,
British Columbia, Canada, V6A 2T2
Tél. : 604-717-3741 / Téléc. : 604-257-3716
Courriel : john.mckay@vpd.ca / vpd@city.vancouver.bc.ca
Site Internet : www.vpd.ca

■ **Cowichan Valley Safer Futures Program**
Cowichan Women Against Violence Society /
Cowichan Valley, Colombie-Britannique



Safer Futures est un projet de développement et de recherche communautaire de la *Cowichan Women Against Violence Society*. Depuis 1996, l'association s'attaque aux problèmes de sécurité personnelle des femmes, des enfants et des autres groupes marginalisés au sein de leurs communautés, et travaille au niveau communautaire à

développer et mettre en branle des solutions. Dans son application la plus large, le programme *Safer Futures* veut :

- Créer et maintenir un environnement communautaire qui promeut la sécurité des femmes et des enfants dans les lieux publics, sur les lieux de travail et à domicile ;
- Travailler à l'amélioration de l'aménagement sécuritaire du territoire de la communauté ;
- Développer des politiques et des stratégies d'aménagement qui assureront, à long terme, un environnement communautaire plus sécuritaire ;
- Sensibiliser, encourager la participation et mobiliser la communauté, à tous les niveaux, autour des questions qui exigent, pour provoquer le changement, une concertation de tous ses membres.

Parmi les réalisations des différents projets et initiatives des sept dernières années dans les communautés du district régional de Cowichan Valley et à travers toute la Colombie-Britannique, on compte :

- Plusieurs marches exploratoires dans les villages et sur certains sites pour évaluer et résoudre les problèmes de sécurité personnelle ;
- Le développement de politiques et de directives avec les gouvernements locaux (plan d'urbanisme, directives de développement, règlements de zonage) ;
- Le développement d'outils et de ressources ;
- La sensibilisation et la formation à l'aménagement sécuritaire par des ateliers et des conférences pour les citoyens, les groupes de professionnels tels les urbanistes, promoteurs et architectes, les organismes communautaires et les gouvernements locaux, sur le plan tant régional que provincial ;
- Des services d'expertise conseil en urbanisme et aménagement des espaces publics ;
- Des recherches spécialisées et des initiatives de développement en sécurité communautaire ;

- Du partage d'information par réseautage aux échelons local, provincial, national et international.

Produits :

Au cours des sept dernières années, ont été conçus et produits plusieurs outils qui s'avèrent fort utiles au niveau de la communauté, de la province et au-delà. Parmi ces outils, notons :

- Le guide des marches exploratoires de la Cowichan Valley ;
- Le document vidéo « *Safer Spaces, Safer Communities* » ;
- Le guide « *Planning for Safer Communities : a guide for planners* », destiné aux urbanistes ;
- Une liste de vérification des critères d'aménagement sécuritaire pour la commission consultative en aménagement urbain du district ;
- Une liste de vérification en matière de développement et d'aménagement urbain, destinée aux gouvernements locaux ;
- Le guide-ressources « *Women and Community Safety : a resource book on planning for safer communities* » ;
- Une série de six bulletins d'information sur la sécurité des femmes et des communautés ;
- Un site Internet très visité www.saferfutures.org.

Nos commentaires :

Le programme *Safer Futures* concentre ses efforts sur les besoins des femmes des petits villages, collectivités rurales et communautés éloignées où l'isolement géographique, la pénurie de services et l'éloignement des lieux de travail, équipements culturels et de loisirs, et services publics, peuvent exacerber les problèmes liés à la violence dans les relations sociales, au travail et dans les lieux publics. Les partenariats avec les gouvernements locaux, les organismes œuvrant auprès des femmes et autres organismes communautaires, le secteur de la santé, les écoles et les services de police, ont conduit à une amélioration sensible de plusieurs lieux (terminus d'autobus, parcs) et à des changements de politiques d'aménagement. Leurs documents vidéo, marches exploratoires et guides d'aménagement sécuritaire, ainsi que les bulletins d'information, sont en demande partout au Canada.

Renseignements :

Terri Dame
255 Ingram Street, Duncan,
British Columbia, Canada, V9L 1P3
Tél. : 250-748-7000 / Téléc. : 250-748-9364
Courriel : terridame@cwav.org / saferfutures@cwav.org
Site Internet : www.saferfutures.org

2. Les bonnes pratiques - International

DÉFENSE DES DROITS, RÉSEAUTAGE ET MOBILISATION COMMUNAUTAIRE

■ Mobilizing Communities to Prevent Domestic Violence

Raising Voices / Kampala, Ouganda

Le collectif *Raising Voices* a mis sur pied une approche novatrice de prévention de la violence conjugale, ayant pour objectif de favoriser l'évolution individuelle et sociale dans les communautés. Cette approche, première du type dans la région, est décrite dans la publication « *Mobilizing Communities to Prevent Domestic Violence : A Resource Guide for Organizations in East and Southern Africa* », qui jette un éclairage nouveau sur la conception et la mise en place d'un projet de démocratie directe en matière de prévention de la violence conjugale. Ce guide-ressources propose un cadre conceptuel et fournit une grande variété de stratégies et de suggestions d'activités aux organismes qui veulent travailler, de façon systématique, à prévenir la violence conjugale.

Au cours des trois dernières années, *Raising Voices* et le Centre de prévention de la violence conjugale ont introduit cette approche de prévention dans un bidonville densément peuplé du nord de Kampala, en Ouganda. Le projet s'appuie sur un large échantillonnage de femmes et d'hommes de cette communauté et sur les institutions locales, dont les services de police, services sociaux et services de santé, les médias, les associations religieuses et les gouvernements locaux. Il tend à développer et à inspirer des façons créatives et localement acceptées de questionner et changer les comportements et pratiques qui perpétuent la violence conjugale.

Parmi les résultats les plus marquants, on note :

- La violence conjugale est désormais une question d'intérêt public ;
- Les services sociaux, juridiques et de santé se sont améliorés pour s'attaquer sérieusement à la violence conjugale ;
- Plus de 100 travailleurs communautaires qui animent toutes les activités ;
- Le développement de nouveaux règlements et politiques avec les gouvernements locaux pour contrer la violence conjugale ;
- L'instauration d'un Centre d'acquisition des connaissances où les organismes non-gouvernementaux (ONGs) peuvent étudier cette approche ;
- L'utilisation du guide-ressources par plusieurs organismes dans toute la région.



Produits :

- Le guide-ressources « *Mobilizing Communities to Prevent Domestic Violence : A Resource Guide for Organizations in the Horn, East and Southern Africa* » ;
- Le document « *Rethinking Domestic Violence : A Training Process for Activists* » ;
- Le livret « *Thinking Aloud* » sur la violence conjugale et les droits des femmes.

Nos commentaires :

Une approche bien documentée, bien organisée et novatrice s'appuyant sur la communauté pour contrer la violence conjugale. *Raising Voices* travaille de concert avec la police, les cours de justice, les gouvernements locaux, les leaders religieux (tant musulmans que chrétiens), les fournisseurs de soins de santé et les médias pour fournir les outils d'intervention, la formation, la défense des droits, la sensibilisation publique et les programmes de développement communautaire. Les processus de consultation et d'évaluation sont impeccables. L'approche invite les hommes à s'impliquer activement et les femmes à assurer le leadership. Les documents de travail et de formation sont parfaits et le modèle d'intervention est largement diffusé par le Centre d'acquisition des connaissances.

Renseignements :

Lori Michau
Plot 16 Tufnell Drive, Kamwokya, PO Box 6770 Kampala, Uganda
Tél. : 256-41-531186 or 256-71-839 626 /
Télé. : 256-41-531249
Courriel : lori.michau@raisingvoices.org ;
info@raisingvoices.org
Site Internet : www.raisingvoices.org

■ **Defensa, Seguridad y Derechos de la mujer para la ciudadanía**

Municipalidad de Sicastica (La Paz) /
Santiago Sorasora, Municipalité de Sicastica,
Bolivie

Les indigènes des milieux ruraux de la Bolivie sont historiquement traités comme des serviteurs ou des esclaves, sans droits ni voix au chapitre. Les programmes d'éducation et de scolarisation y étaient inexistantes jusqu'en 1960 et excluaient les filles jusque dans les années 70. Les premières femmes indigènes à fréquenter l'école ont dû abattre de nombreuses barrières sociales et culturelles, et il leur fallut attendre les années 80 pour se voir offrir un peu de formation technique par les organismes non-gouvernementaux (ONGs).

Depuis 1995, l'État bolivien a mis de l'avant des lois assurant la participation des femmes aux différents paliers de décision. Par exemple, les partis politiques doivent recruter parmi les femmes au moins 30 % de leurs effectifs, pour briguer les postes de sénatrices, députées et conseillères municipales. Malheureusement, les femmes accèdent à ces responsabilités sans aucune éducation ou formation politique. Elles ne sont pas formées à diriger le peuple et ont encore quelque difficulté avec le processus de prise de décision. Résultat de ce manque de formation, les femmes boliviennes souffrent d'humiliation, de discrimination et d'exclusion sociale, tout autant que de violence familiale. L'ignorance des protections légales entraîne, pour plusieurs femmes boliviennes, une incapacité à se défendre en situation de violence familiale.

Au centre du projet, la militante Clotilde Marquez Cruz s'emploie à mobiliser les communautés pour la défense des femmes Aymara, en organisant et éduquant les populations pour que les femmes exercent leur pleine citoyenneté, en toute égalité. Les interventions touchent l'organisation, l'éducation, la mobilisation et la défense des femmes par le biais de la mise sur pied des *Centros de Mujeres Candelaria*, un réseau communautaire de femmes.

Les résultats tangibles de cette initiative sont nombreux : les femmes connaissent désormais les lois et règlements en vigueur, elles sont soutenues par un réseau de centres bien organisé, les processus d'éducation et de sensibilisation sont en marche, la participation des femmes est de plus en plus visible et elles sont plus à même de défendre leur point de vue dans les assemblées politiques.



Produits :

- Guides d'enquête ;
- Matériel de documentation sur la réalité vécue par les femmes en matière de sécurité.

Nos commentaires :

Un projet travaillant avec les indigènes et les communautés rurales pour fournir aux femmes de l'information sur leurs droits à l'égalité, la violence conjugale et les droits civiques, améliorer la documentation de référence et renforcer les capacités des femmes impliquées dans les gouvernements locaux. Malgré ses liens avec les autorités politiques locales, c'est une initiative populaire classique et très efficace à améliorer la participation, au niveau communautaire et municipal, de femmes particulièrement désavantagées, en mettant l'accent sur la prévention de la violence.

Renseignements :

Rosario Gutierrez
Oficina de enlace en la ciudad de La Paz, Bolivia.
Calle Nanawa No. 1889. Miraflores, La Paz, Bolivia
Tel. / Téléc. : 591-2-224 3447.
Courriel : gutierrez57@hotmail.com

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET FORMATION

■ Empowerment of Women and Youth towards a Gender Just Society

EKTA / Madurai Corporation, Tamil Nadu, Inde du Sud

EKTA est un centre de ressources en formation, établi en 1990, dans le but de construire un monde plus égalitaire entre hommes et femmes, et basé sur le développement durable, la démocratie décentralisée, la protection et la promotion des droits de la personne. EKTA travaille auprès avec le personnel féminin des ONGs, les femmes pauvres des villes et des campagnes, les étudiantes des écoles et des collèges. C'est, pour les femmes, un lieu de rassemblement et de partage qui facilite l'apprentissage mutuel et renforce le soutien et la solidarité. Dans la phase initiale de renforcement des capacités, le projet a misé sur le développement d'une réflexion, d'un point de vue de femme portant sur plusieurs thématiques, dont les femmes et la santé, les femmes et l'économie, les femmes et la loi, les femmes et la politique.

Cette optique fut plus tard fortifiée par l'ajout de formation en développement des compétences en documentation, communication et gestion. De ces expériences est né un groupe de pression qui se penche sur différentes questions touchant les droits des femmes. EKTA rêve de créer une société égalitaire entre les sexes par le biais du renforcement des capacités des femmes et de la sensibilisation des hommes.

Les répercussions des stratégies menées sur plusieurs fronts par EKTA sont :

- Le leadership des femmes au niveau communautaire et au sein des ONGs a été mis de l'avant et renforcé ;
- La création de groupes d'entraide a été systématisée, ce qui a aidé à consolider leur position à tous les niveaux de pouvoir ;
- Des campagnes de sensibilisation ont dénoncé la violence faite aux femmes et fait la promotion d'une société plus égalitaire entre hommes et femmes ;
- Des regroupements ont commencé à émerger au sein des ONGs et des réseaux, en marge d'expériences de partage et d'action commune ;
- Des activités de défense des droits et de lobbying, visant des changements législatifs favorables aux femmes, ont été initiées ;
- L'accès à l'information sur différentes questions de développement a été augmenté.



Produits :

- Directives pour groupes de discussion ;
- Études de cas ;
- Enquête sociale et analyses de genre ;
- Programme d'apprentissage de la vie, destiné aux étudiantes ;
- Analyses de SWOT.

Nos commentaires :

C'est un ensemble de ressources régionales (développement du leadership, entraide, défense des droits, éducation publique) fourni par un centre de femmes, en collaboration avec des organismes communautaires, en région urbaine et rurale. Il reçoit le soutien des étudiantes de la région, des politiciennes et des donateurs internationaux. Il livre avec succès un éventail de services qui, par le biais de l'éducation populaire contre la violence faite aux femmes, de l'intégration de l'approche de genre au niveau du gouvernement local et de l'assistance individuelle, font la promotion de la sécurité dans une région déshéritée.

Renseignements :

Bimla Chandrasekar
No 6, I Cross Street, Duraiswamy Nagar,
Bye - Pass Road, Madurai-625010
Tél. : 91-452-238 1309 / Téléc. : 91-452-238 2454
Courriel : mdu_ekta@sancharnet.in /
ekta_madurai@sify.com
Site Internet : www.ektamadurai.org



■ **Survivors of Crime Trauma Room**

Survivors of Crime / Cape Town,
Afrique du Sud

Cape Town affiche le plus haut taux de meurtres au monde et croule sous les problèmes de criminalité et de violence conjugale. Il fut donc décidé, en 1998, de réserver une pièce du poste de police local pour offrir un peu de confort aux victimes de viol au moment de recueillir leur déposition. Un service d'assistance est né de cette initiative et *Survivors of Crime* (SurvivantEs du crime) fut inauguré en janvier 1999. Prenant de l'ampleur, le service offre maintenant de l'assistance aux « survivantEs » de tout type de crime violent, sans frais et en ne tenant compte ni du secteur où a eu lieu le crime, ni de la gravité de celui-ci. Les conseillers téléphonent à toutes les victimes en utilisant les lignes de la police qui leur fournissent ce service. Quelque 99 % des gens contactés sont ravis de cette offre et viennent profiter de cette assistance. Les conseillers sont des bénévoles provenant de la communauté. Ils sont formés et soutenus par le *Trauma Centre for Torture and Violence*, organisme de réputation mondiale. Les conseillers interviewent les survivants, renforcent leurs capacités d'action en les renseignant sur les symptômes de stress post-traumatique qui risquent de se manifester, et les aident à rétablir un certain sentiment de sécurité. Comme les conseillers ne sont pas psychologues, les rencontres sont limitées à trois, après quoi le client sera référé à un professionnel. La plupart des clientEs n'ont besoin que d'une session pour calmer leur angoisse en réalisant que ce qu'ils ressentent est fréquent et tout à fait approprié dans le cours normal d'une guérison émotionnelle. Les familles sont soutenues sur demande, et des groupes de survivantEs sont périodiquement organisés. *Survivors of Crime* envoie aussi des conseillers porter assistance aux victimes de crime à la salle d'urgence de l'hôpital local (le plus vaste en Afrique). Le personnel infirmier est aussi interviewé sur une base régulière. Le travail d'entraide mène également à s'adresser aux écoliers pour discuter de prévention du crime dans les galeries commerciales et autres lieux publics. Le livre « *Surviving Crime* » fournit des études de cas sur les conséquences émotives du crime chez ses victimes. On y trouve un chapitre de type « journal de croissance personnelle » où les lectrices et lecteurs peuvent scénariser leur propre guérison émotive. Facile d'accès, positif et pragmatique, le livre est vendu par *Survivors of Crime* et une part des recettes revient au service. Le gouvernement de la province de Western Cape prévoit acheter et distribuer des exemplaires du livre à toutes les unités d'urgence *Survivors of Crime* de la province. Comme plusieurs agents de police retraumatisent bien involontairement les survivantEs de

crime violent en les interrogeant, de la formation leur est offerte pour qu'ils prennent conscience de l'état émotionnel des victimes, juste après le crime.

Produits :

- Des « paquets-confort » incluant sous-vêtements, savon, brosse et pâte à dent, serviettes sanitaires, tissus mouchoirs, etc., pour les victimes de viol et autres survivantEs de crime sexuel ;
- Un document vidéo sur l'unité d'urgence (inclus dans le paquet-confort), commandité par *Rotary International* ;
- Le livre « *Surviving Crime* », dont une partie des recettes retourne à l'unité d'urgence ;
- Une brochure sur les éventuels symptômes de stress post-traumatique, remise aux victimes comme information utile aux conjoints et partenaires, familles et employeurs ;
- Des paquets cadeaux préparés par les écoles du quartier et contenant des jouets, des cahiers à colorier, des crayons de couleur et des bonbons pour les enfants qui reçoivent de l'assistance ou accompagnent leurs parents. Il y a des paquets cadeaux pour les enfants de 3 à 5 ans et de 5 à 9 ans.

Nos commentaires :

Une unité de traumatologie installée dans une station de police, offrant un vaste éventail de services d'assistance à court terme aux survivantEs de crimes, dont la majorité sont des femmes. Un modèle novateur d'organismes bénévoles qui a produit un document vidéo et du matériel de formation pour diffusion.

Renseignements :

Debbi Rozowsky
Rondebosch Police Station, Church Street,
Rondebosch, Cape Town, 7708
Tél. : 27-21- 685 4747 / Téléc. : 27-21-671 3598
Courriel : paulroz@iafrica.co



PROGRAMMES D'ÉDUCATION ET DE SENSIBILISATION PUBLIQUE

■ **VIP (Violence is Preventable) Project** *Eighteen and Under / Dundee, Écosse*

Le projet *VIP* a développé une vaste gamme d'outils et de ressources destinés tant aux enfants et adolescentEs, qu'aux adultes, tels livres, documents vidéo, activités, cahiers d'exercice et questionnaires ciblant un public de tous âges et convenant à tous, quel que soit leur niveau d'aptitude. L'objectif premier de ces ressources est de prévenir les agressions, d'augmenter la sécurité personnelle, de questionner les comportements générateurs de violence, d'explorer les racines de la violence et de contrer le sexisme, le racisme et l'homophobie. Les questions abordées sont la violence faite aux femmes et aux enfants, la violence conjugale, le viol et l'agression sexuelle, la sensibilisation, le pouvoir et l'abus de pouvoir, les inégalités entre hommes et femmes, les relations amoureuses, l'abus, les droits des jeunes, les émotions, le respect des limites, etc.

Le projet a pour objectif de familiariser les enseignantEs et les jeunes leaders à une utilisation efficace du matériel auprès des enfants et adolescentEs en milieu scolaire et au sein de la communauté. Il offre un programme complet de sécurité personnelle pour tous et questionne les attitudes et comportements générateurs de violence et d'abus.

Eighteen and Under espère, entre autres résultats de son action, que les jeunes survivantEs d'actes violents dénonceront plus précocement l'abus et recevront plus rapidement de l'aide ; que les jeunes femmes prendront conscience de leurs droits et qu'elles les revendiqueront avec plus d'assurance ; que les jeunes femmes ne cautionneront plus les comportements abusifs dont elles sont l'objet ; que les jeunes hommes réaliseront que l'égalité et le respect s'appliquent aussi aux femmes ; que le nombre d'enfants abusés régressera ; que la violence conjugale et les agressions sexuelles diminueront ; et qu'une meilleure sensibilisation à ces questions entraînera un changement d'attitude devant toutes les formes de violence.

Produits :

Il existe maintenant une grande variété d'outils et de ressources disponibles pour utilisation en classe, ou sur une base personnelle, pour affronter la discrimination, la violence et l'abus. Des ressources destinées aux adolescentEs et aux adultes sont en voie de développement. *Eighteen and Under* mettra également sur pied un programme prônant la sensibilisation de la communauté afin d'encourager les femmes à s'impliquer comme volontaires dans le projet *VIP*. *Eighteen and Under* envisage enfin de créer une trousse d'outils permettant d'identifier plus rapidement les jeunes qui sont le plus à risque.

Nos commentaires :

Du matériel pédagogique (livres, jeux, vidéo) pour tous les âges, portant sur la prévention de la violence envers les femmes, a été mis au point par ce groupe desservant les jeunes. De bons partenariats avec la police, les services sociaux, les services de santé et les écoles ont été développés. On constate une excellente prise en compte des diversités au sein de la population et un attachement particulier pour l'apprentissage entre pairs. L'évaluation des produits semble indiquer qu'ils pourront être fort utiles ailleurs.

Renseignements :

Laurie Matthew
1, Victoria Road, Dundee, Scotland, DD11EL
Tél. : 01382-206222
Courriel : Lormac1053@aol.com
Site Internet : www.18u.org.uk



■ Rape Prevention Implementation

*Return to Roots Foundation /
Johannesburg, Afrique du Sud*

La fondation *Return to Roots* a mis sur pied un module de formation qui, se basant sur les connaissances acquises par le biais des consultations auprès des victimes de viol, renforce les capacités des femmes à anticiper une agression. Actuellement, près d'un million de femmes et d'enfants sont violés chaque année en Afrique du Sud, mais on compte moins de 350 condamnations. Aucune femme, aucun enfant n'est à l'abri, mais cette formation de renforcement des capacités permet aux femmes de contrer l'agression et de protéger leur intégrité et celle de leurs enfants. Le module est offert aux entreprises qui paient pour la formation de leur personnel et contribuent, par le biais de la fondation *Corporate Social Responsibility*, à son application dans les communautés des zones rurales et périurbaines. Le programme ébranle les préjugés et instille une plus grande confiance en soi chez les participantEs. Il y a près de 180 ONGs travaillant en assistance post-traumatique, mais rien n'est offert en termes de prévention. Dans un pays où les lois ne protègent pas les femmes, ce cours incite les gens à s'impliquer activement et à refuser d'être victimes de la situation. La fondation *Return to Roots* fournit également une arme très efficace, à savoir, un pulvérisateur de macis⁴, fort utile au renforcement du sentiment de sécurité et des capacités à se défendre. Elle offre enfin une assistance post-trauma aux gens qui n'ont pas les moyens de payer ces services.

Produits :

Un manuel d'information sur les moyens d'éviter une attaque et de réagir en cours d'agression a été mis au point. Dans tout le pays, les femmes se voient offrir des bombes aérosol au macis qui sont considérées comme la meilleure arme pour contrer ce type d'agression.

Nos commentaires :

Le projet répond à un besoin pressant de formation des formatrices/formateurs en sensibilisation du public et en prévention des agressions dans un pays où le viol est, à toute fin pratique, une condamnation à mort, en raison de la violence des assauts et du risque de transmission de



maladies vénériennes, tel le sida. Le cours est donné par des hommes et des femmes, au travail, dans les écoles, et dans les villages de squatters des zones rurales et urbaines. Les femmes sont initiées à la sensibilisation communautaire, à l'affirmation de soi et au droit de dire « non », alors que les hommes et les adolescents apprennent à respecter les femmes et à transmettre cette nouvelle attitude à leurs fils.

Renseignements :

Addi Lang
P.O.Box 4072, Edenvale,
1610, Gauteng, South Africa
Tél. : 27-11-485 5526 / Téléc. : 27-11-447 2227
Courriel : addi@netactive.co.za
Site Internet : www.returntoroots.co.za

⁴ Tégument de la noix de muscade, tout aussi efficace que le poivre de Cayenne.

■ **Making Kadjebi District Gender Sensitive**
Ministry of Women and Children Affairs /
 District de Kadjebi, Région de Volta, Ghana

La suprématie des mâles, fondement présumé de la norme, est un obstacle majeur à l'atteinte de l'égalité des femmes au Ghana. La forme la plus extrême de cette domination est visible dans les régions isolées, comme le district de Kadjebi, où le taux d'analphabétisme est très élevé et les moyens de communication quasi inexistant, vu le peu de gens ayant les moyens de se payer une radio ou une télévision. La décision d'intervenir fait suite à de nombreuses violations des droits civiques des femmes et des enfants qui, dans les cas les plus extrêmes, sont littéralement esclaves dans leur propre maison. L'assemblée législative du district de Kadjebi s'est donc engagée, par le biais de son Ministère de la condition des femmes et des enfants, dans des activités qui permettent aux femmes de jouir de leurs droits constitutionnels et d'assumer leurs responsabilités. Ces activités comprennent :

- Des programmes de sensibilisation par le biais de rencontres sociales ;
- Des forums sur l'économie au féminin, qui fournissent aux femmes des équipements et des outils de travail ;
- Des visites de partage et de réseautage ;
- De la mobilisation communautaire pour promouvoir l'éducation des filles ;
- De la collaboration avec les groupes à risque ;
- Des activités de lutte à la criminalité ;
- Des ateliers de renforcement des capacités ;
- La mise à disposition d'équipements assurant la sécurité des femmes dans les lieux publics.

Entre autres résultats de ces actions, notons que :

- Le district a été sélectionné, en 2003, comme le meilleur district du Ghana, en termes de sensibilisation à la discrimination en fonction du genre ;
- Plus de femmes sont désormais conscientes de leurs droits et responsabilités, et prennent au niveau de la communauté et du district, des positions de pouvoir réservées jusqu'alors aux seuls hommes ;
- Des efforts sont déployés pour résoudre les problèmes des femmes et s'assurer que leurs droits ne soient pas compromis ;
- Des activités économiques occupent désormais les femmes au point que la grossesse est maintenant considérée comme une entrave ;
- Les « reines mères » (Aînées respectées de la communauté) se sont regroupées en association pour pouvoir intervenir dans le développement du district ;
- Les ressources ont été regroupées pour aider les femmes à entrer en politique ;

- L'accès des femmes au crédit et le développement de leur capacité à gérer des activités économiques ont été favorisés ;
- Les femmes disposent, pour leur travail, de prototypes d'outils et d'équipement manufacturier ;
- Les comités de surveillance des communautés ont été formés à prévenir la criminalité et, tout spécialement, les crimes contre les femmes ;
- Les femmes politiciennes ont été formées à être efficaces et performantes dans leurs divers champs d'activité. Leur nombre au sein du gouvernement régional est passé de 1 à 14 ;
- Les femmes qui vendent sur les marchés publics ont reçu des poubelles afin de leur assurer un environnement propre. Elles ont été instruites de l'utilisation des extincteurs de feu et des mesures d'urgence à instaurer en cas d'incident ;
- Les gens du district voient désormais le monde sous l'angle de l'approche de genre et deux femmes ont été formées comme travailleuses sociales pour s'attaquer aux problèmes vécus par les femmes.



Produits :

Groupes de discussion et directives d'entrevue.

Nos commentaires :

Le projet met en branle une gamme d'approches novatrices (intervention par le biais des « reines mères » respectées de la communauté, concert de tambours sur les marchés en zone rurale, programme d'art public) visant à développer une approche holistique de la prévention de la violence. Le projet met l'emphase sur le leadership des femmes dans la gouvernance locale. Son engagement à mener des évaluations longitudinales est admirable.

Renseignements :

Justine Rebecca Abena Okyerewa
 Kadjebi District Assembly
 P.O. Box 50, Kadjebi-Akan, Volta-Region, Ghana W/A.
 Tél. : 233-935-22919
 Courriel : mowackada@yahoo.com /
 abenakerewa@yahoo.com / geesonsgh@yahoo.com

■ Making Safer Places

Women's Design Service / Londres, Bristol et Manchester, Grande-Bretagne

Making Safer Places vise l'amélioration de la sécurité des femmes dans leur communauté et leur voisinage en :

- Permettant aux femmes d'accroître la sécurité communautaire dans leur quartier par le biais de la sensibilisation, l'éveil de la confiance en soi et l'accroissement des connaissances, et par la création de bonnes relations avec les décideurs. Le projet désire impliquer les femmes de la communauté noire et des autres groupes ethniques, les femmes handicapées et les femmes âgées ;
- Intégrant l'approche de genre aux politiques de sécurité communautaire sur le plan local, régional et national ;
- Influençant les politiques et pratiques en matière de sécurité communautaire à Bristol, Manchester et Londres, en partenariat avec le *Bristol Women's Forum*, le conseil de Ville de Manchester et le *EC1 New Deal for Communities in Islington*, de Londres. Les solutions identifiées par les femmes dans leur propre communauté seront intégrées, à mesure qu'elles émergeront des travaux du projet, aux recommandations et directives sur les politiques et pratiques nationales en matière de sécurité.

Parmi les plus importantes activités du projet, on compte :

- La formation et le soutien aux femmes vivant dans les communautés de Bristol, Manchester et Londres, afin qu'elles mènent des marches exploratoires, développent des relations avec les forces de sécurité locales, régénèrent les partenariats et mettent sur pied des groupes de formation entre pairs et un système d'assistance ;
- La promotion de l'approche de genre dans les politiques et pratiques de sécurité communautaire en diffusant les « bonnes pratiques » et les enseignements reçus, par le biais de conférences, de séminaires et de publications d'articles ;
- Le travail avec la communauté, les bénévoles, les collègues et les institutions officielles pour régler les problèmes de sécurité des femmes au niveau local, en offrant de la formation, des fiches d'information et de l'échange de renseignements ;
- L'organisation d'un réseau d'échange sur l'approche de genre et la sécurité communautaire.

Produits :

- Un guide à jour des marches exploratoires sur la sécurité des femmes ;
- Une publication et une conférence à la fin du projet pour échanger sur les leçons à tirer de l'expérience ;
- Un guide appelant à la collaboration efficace de la communauté aux politiques en matière de sécurité et d'aménagement urbain, et comportant des références spécifiques aux femmes afin d'encourager leur participation au processus.

Nos commentaires :

Ce projet fait la promotion du renforcement des capacités des femmes, via des politiques d'aménagement sécuritaire intégrant l'approche de genre dans les communautés à risque (femmes noires ou issues des communautés ethniques, femmes handicapées et femmes âgées). Les partenariats sur le plan local sont fort étendus et comptent les gouvernements locaux, les groupes de défense des droits des femmes et les organismes de revitalisation urbaine. Une attention particulière est accordée au suivi des marches exploratoires et au travail de collaboration des équipes de terrain avec les décideurs, fonctionnaires et politiciens, de même qu'à la promotion d'une approche de genre dans les lois et règlements touchant l'aménagement urbain. Il permet ainsi aux marches exploratoires de franchir une nouvelle étape et leurs processus d'évaluation sont impressionnants.



Renseignements :

Catherine Robertson
52 – 54 Featherstone Street, London, EC1Y 8RT
Tél. : 44-207-490 5210 / Téléc. : 44-207-336 6743
Courriel : crobertson@wds.org.uk / info@wds.org.uk
Site Internet : www.wds.org.uk

■ **Kwa Makhutha Women's Safety Audit**
*Kzn Network On Violence Against Women,
Ethekwini Municipality Safer Cities and
Department for Community Security and
Liaison / Durban, Kwa Zulu, Natal,
Afrique du Sud*

Les marches exploratoires des femmes sont une des composantes du projet pilote, subventionné, expérimenté dans la région du Kwa Makhutha, en partenariat avec le réseau KZN et le programme *Safer Cities*. Ce projet comprend :

- Des programmes d'éducation et de sensibilisation au virus de l'hépatite G et au VIH/sida ;
- Un programme d'entraide en milieu rural ;
- Des programmes de défense des droits et d'intervention auprès des gouvernements ;
- Du réseautage ;
- De la formation en marche exploratoire et en base de données ;
- Des marches exploratoires sur la sécurité des femmes.

Les étudiantEs en Droit de dernière année, superviséEs par un coordinateur de la Clinique juridique de l'Université du Natal, sont à mettre sur pied un bureau d'assistance juridique gratuite pour la communauté Kwa Makhutha, sur les questions évoquées plus haut.

L'exécution des marches exploratoires suit trois étapes :

- *Études de faisabilité avec la communauté* : Des ateliers sur les besoins et les stratégies sont menés dans la communauté ;
- *Rencontres avec les groupes à risque* : Éclaircissement sur les tenants et aboutissants des marches exploratoires et introduction d'un nouveau partenaire, le *Provincial Department of Safety and Security* (ministère de la sécurité publique) ;
- *Identification des volontaires* : Au cours des ateliers et des rencontres avec les personnes à risque, des volontaires sont identifiéEs pour aider les groupes de citoyennes à bien utiliser les questionnaires d'enquête qui permettent de mieux repérer les lieux peu sécuritaires.

Produits :

- Une boîte à outils sera créée en cours de processus pour permettre l'expansion du projet à d'autres régions et servir de repère aux fournisseurs de services et aux communautés ;
- Des groupes de discussion sont sur le point d'être mis sur pied pour faire le suivi de l'application des recommandations issues des marches exploratoires ;



- Une base de données regroupe les fournisseurs de services locaux.

Nos commentaires :

Une autre utilisation novatrice des marches exploratoires sur la sécurité des femmes, ici partie prenante d'un plus large programme d'éducation, de sensibilisation et de défenses des droits sur les questions relatives à la violence faite aux femmes. Des entreprises de construction appartenant à des femmes sont encouragées à déposer des soumissions pour des travaux visant l'amélioration des espaces publics, et les marches exploratoires sont vues comme un levier pour ouvrir le dialogue sur d'autres questions avec les gouvernements locaux.

Renseignements :

Cookie Edwards
P.O. Box 62245, Bishopsgate, Durban, 4008
Tél. : 27-31-304 69 28 / Téléc. : 27-31-304 69 30
Courriel : kznetwork@nnvaw.org.za

Ismail Nxumalo
P.O. Box 96, Durban, 4000
Tél. : 27-31-337 5500
Téléc. : 27-31-337 0172
Courriel : safercities@durban.gov.za

POLITIQUES MUNICIPALES DE PRÉVENTION DU CRIME ET DE SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE INTÉGRANT L'APPROCHE DE GENRE

■ Building A Safe City Together

Information Center of the Independent Women's Forum (ICIWF) / Petrozavodsk, Russie

Le ICIWF travaille, depuis 1994, en étroite collaboration avec les groupes et organismes de femmes de Petrozavodsk, capitale de la province de Carélie. Malgré un taux élevé de crimes perpétrés tant à domicile que dans les lieux publics, la police locale déploie alors peu d'efforts pour trouver des solutions. Il n'y a pas de programme de sensibilisation publique portant sur la prévention de la criminalité, ni d'analyse des statistiques criminelles intégrant l'approche de genre qui soit accessible au public. Qui sont les victimes ? Les femmes et les enfants en forment quelle proportion ? Petrozavodsk voit son taux annuel de crimes, incluant la violence faite aux femmes, grimper de 19 à 44 %.



En 1999, le projet est à la recherche de nouvelles approches. L'année suivante, les résidentEs de logements sociaux participent à un concours, organisé et financé (5000\$) par la Ville, qui vise à améliorer les espaces communaux. Du soutien à l'organisation, des séminaires et des sessions de formation ont contribué à créer 13 groupes de quartier éligibles à la compétition (2 000 résidentEs de 5 blocs d'habitation et 400 de leurs voisinEs y ont participé). Premier résultat, la sécurité domiciliaire a été améliorée et le nombre de crimes commis dans ces complexes d'habitation a chuté. Les autorités policières n'étaient, tout d'abord, pas impliquées dans ces transformations, mais un niveau inédit d'efficacité dans la mobilisation communautaire et l'amélioration sécuritaire des lieux a été atteint grâce à l'engagement des groupes de quartier et des associations de femmes, la publication d'un bulletin portant sur le développement durable des communautés locales, des séminaires de formation et, finalement, la coopération policière.

Produits :

- Publication, en 2003, du bulletin « Développement durable des communautés locales. Expérience de Petrozavodsk » ;
- Développement de formation en aménagement urbain sécuritaire ;
- Programme de formation pour apprendre aux personnes à risque à travailler ensemble ;
- Techniques d'organisation de campagnes d'information et questionnaires d'enquête ;
- Analyse statistique de la criminalité intégrant l'approche de genre pour utilisation dans l'aménagement sécuritaire des lieux publics ;
- Développement de mécanismes permettant d'organiser le regroupement de tous les résidentEs ;
- Programmes de formation intensive pour les groupes de discussion ;
- Critères et recommandations sur la conduite des marches exploratoires ;
- Directives pour un aménagement urbain plus sécuritaire, publiées sous le titre « Sécurité de la Cité » ;
- Projet de manuel sur la création d'un environnement urbain sécuritaire.

Nos commentaires :

C'est du bout du monde que nous arrive cet intrigant projet de marches exploratoires sur la sécurité des femmes qui inclut d'autres services, dont un refuge et une ligne de première urgence. Depuis 2000, son approche de formation des formatrices/formateurs a suscité la participation de 2000 résidentEs d'un complexe de logements sociaux très densément peuplé dans cette ville de 200 000 habitants. Les partenariats regroupent le gouvernement local, la police, les médias, les groupes communautaires, des architectes et des universitaires. 13 comités de quartier ont été mis sur pied, dont 12 dirigés par des femmes, pour réparer et réaménager les espaces publics. Les planificateurs et urbanistes de Carélie ont été initiés à l'approche de genre et aux questions de sécurité. Le matériel produit et les séminaires de formation sont maintenant utilisés à travers toute la Russie.

Renseignements :

Bozhkova Elizaveta
p/b 230, Moscou, 119019, Russie
Tél. : 7-095-366-92-74 / Téléc. : 7-095-366-92-74
Courriel : iciwf@okb-telecom.net
Site Internet : www.owl.ru/eng/women/org001

3. Mentions spéciales – Canada

DÉFENSE DES DROITS, RÉSEAUTAGE ET MOBILISATION COMMUNAUTAIRE

■ **The Grey Bruce Community Report Card on Domestic Violence**

Victim Services Grey Bruce and Owen Sound /
Comtés de Grey et Bruce, Ontario

Le *Grey Bruce Domestic Violence Coordinating Committee* (comité de coordination des comtés de Grey et de Bruce sur la violence conjugale) a mis au point ses bulletins d'information communautaires afin d'offrir à cette communauté rurale une justice et des services sociaux conviviaux, et une solution communautaire à la violence conjugale. Les fournisseurs et utilisateurs de services livrent leurs commentaires sur la coordination, la qualité de suivi, les capacités d'accueil et les activités de prévention, afin de donner du poids aux doléances des victimes, de collecter des données pertinentes et de soutenir l'organisation et la défense des droits.

Produits :

Les outils suivants ont été développés :

- Une trousse de renseignements sur le bulletin d'information communautaire, destinée aux organismes communautaires ;
- Un outil d'enquête pour les utilisateurs de services, un guide d'instruction et un poster ;
- Un outil d'enquête pour les fournisseurs de services, un guide d'instruction et un poster ;
- Des ateliers et un guide de l'animateur, sur le processus de développement du bulletin d'information communautaire ;
- La conception d'ateliers, tel l'atelier pour femmes sur le bulletin communautaire ;
- Un rapport sur les recommandations provenant des ateliers avec des femmes d'expérience ;
- Une présentation *PowerPoint* ;
- Un survol du processus de développement du bulletin communautaire ;
- Un rapport sur les conclusions du bulletin communautaire de 2003 sur la violence familiale.

Nos commentaires :

Un merveilleux exemple de réponse concertée de la communauté à la violence, utilisant l'évaluation pour défendre les droits et la mobilisation communautaire pour renforcer les capacités d'action. Il y eut une gamme impressionnante de partenariats avec les gouvernements locaux, les services de santé, d'éducation et de police, les organismes autochtones et les services de prévention du

crime. Ce modèle régional est facilement transposable ailleurs.

Renseignements :

Anne Logan-Elliott / Coleen Purdon
Tél. : 519-376-7474 / Téléc. : 519-376-0865
Courriel : annele@victim-services.com / cpurdon@bmts.com

■ **Tamil Youth to Tamil Youth Leaders**

Youth Assisting Youth / Toronto, Ontario

Il s'agit d'un programme de 22 semaines, intégré au corpus scolaire et conçu pour aborder trois problèmes identifiés par les chefs tamouls adultes de la communauté : la perception populaire voulant que tous les jeunes Tamouls soient impliqués dans des gangs de rue ; la discorde entre les jeunes hommes tamouls récemment arrivés au Canada et ceux qui sont immigrants de plus longue date ; et la discrimination systémique envers les femmes. Le programme a connu suffisamment de succès pour être étendu à d'autres écoles et à d'autres communautés ethniques.

Produits :

YAY a développé un programme modèle adaptable à une diversité de communautés nouvellement arrivées. Le programme a pour nom « *At Home in a Foreign Land* » (Chez-soi en pays étranger), titre universel couvrant plusieurs groupes ethniques. La présentation « *At Home* » est la même que celle du programme très réussi *TY-TYL*, mais sans les éléments relatifs aux Tamouls.

Nos commentaires :

Ce projet de formation des formatrices/formateurs, géré par les jeunes, aborde la violence inter et intra-culturelle, et la violence faite aux femmes, sous un tout nouveau format, et le modèle qui en résulte est déjà adopté par d'autres groupes immigrés.

Renseignements :

Sally Spencer
Tél. : 416-932-1919 / Téléc. : 416-932-1924
Courriel : sspencer@yay.org
Site Internet : www.yay.org

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET FORMATION

■ Building Bridges to Community

*Pacific Community Resources Society /
Vancouver, Colombie-Britannique*

Ce projet vise la communauté du centre-ville, qui affiche le deuxième taux le plus élevé de crimes et de problèmes sociaux de Vancouver. Six jeunes femmes provenant de milieux culturels et socioéconomiques variés sont formées pour devenir les leaders parmi leurs pairs. Elles aideront les jeunes filles du secondaire à être moins fragiles aux facteurs de risque qui peuvent les amener à prendre des décisions dangereuses et malsaines. Les jeunes filles du secondaire travailleront avec les filles de sixième et septième années afin de leur faciliter la transition au secondaire.

Produits :

Les ressources suivantes ont été développées :

- Un guide de formation pour les leaders ;
- Des fiches sur les ressources communautaires ;
- Des groupes de discussion dans les écoles secondaires et élémentaires locales.

Nos commentaires :

Un autre excellent modèle d'éducation qui, utilisant l'approche entre pairs, cible les autochtones et les jeunes femmes nouvellement immigrées qui vivent dans une communauté affichant un taux de crimes élevé. Le projet tente de faire la lumière sur le recrutement pour la prostitution, l'abus de substances et la violence dans les relations de couple, de même que sur le racisme systémique et institutionnalisé, la représentation du corps des femmes et la mutilation.

Renseignements :

Vi Nguyen

Tél. : 604-709-5642 / Téléc. : 604-709-5721

Courriel : vietydev@pcrs.ca / mailbox@pcrs.ca

Site Internet : www.pcrs.ca

■ FaithLink

*Sonshine Society of Christian Community
Services / Calgary, Alberta*

Le réseau *FaithLink* a été créé dans le but d'établir une collaboration entre les organisations religieuses et les organismes œuvrant auprès des victimes de violence familiale, après qu'une recherche ait démontré que 16 % des répondants identifiaient leurs leaders religieux comme personnes ressource en cas de violence familiale. L'objectif du réseau est de sensibiliser les leaders religieux et de renforcer leur capacité à réagir adéquatement aux dénonciations d'actes violents, tout en conscientisant les fournisseurs de services laïcs à l'importance de la spiritualité pour les bénéficiaires.

Produits :

On continuera à publier des documents de procédures pour les fidèles de foi chrétienne. À mesure que le travail progresse dans la communauté juive, des protocoles seront développés pour les rabbins et autres leaders religieux. Le manuel des ressources et activités sera révisé chaque année afin de fournir aux communautés chrétiennes de nouvelles ressources et du matériel éducatif mis à jour. Il est prévu qu'un manuel spécifique à la communauté juive sera publié et distribué de la même façon.

Nos commentaires :

Un programme novateur, faisant appel aux liens spirituels de la communauté, pour identifier les situations de violence conjugale et les référer de façon adéquate aux services œuvrant auprès des victimes de violence familiale. Un guide de ressources et d'activités a été développé et distribué à toutes les communautés chrétiennes de la ville, et la collaboration avec les communautés juive et musulmane est bien entamée.

Renseignements :

Irene Sevcik

Tél. : 403-217-2159 / Téléc. : 403-287-2194

Courriel : imsevcik@telus.net



*Remise des Prix Sécurité des femmes 2004
(volet Canada) à Edmonton, le 28 mai 2004,
par Anne McLellan, ministre de la Sécurité publique
et de la Protection civile (Canada).*

PROGRAMMES D'ÉDUCATION ET DE SENSIBILISATION

■ **Circle of Safety: An Aboriginal Family Violence Program**

Aboriginal Consulting Services Association of Alberta / Edmonton, Alberta

Cette initiative portant sur la violence familiale en milieu autochtone reconnaît le fait que plusieurs femmes choisissent de retourner auprès de leur partenaire abusif. Le projet offre aux femmes, aux hommes et aux enfants des cercles d'apprentissage. Il offre également aux femmes et aux hommes un programme de développement des compétences parentales, spécifique à la communauté autochtone, ainsi que des sessions parents/enfants, de l'entraide, de l'aide psychologique en situation de crise et un soutien sur mesure aux aînés, qui intègre les cérémonies rituelles. Le programme, mis à l'essai à Edmonton, pourrait devenir un modèle adaptable aux communautés autochtones partout au Canada.

Produits :

- Formulaire d'évaluation ;
- Évaluation des risques ;
- Plan de sécurité ;
- Contrat du client et formulaire d'autorisation ;
- Cercle de la roue de sécurité (*Circle of Safety Wheel*) ;
- Cercle de la roue du changement (*Circle of Change Wheel*) ;
- Roue de la rupture des cycles (*Breaking Cycles Wheel*).

Nos commentaires :

Ce programme offre aux femmes, aux hommes et aux enfants des cercles d'apprentissage portant sur l'acquisition des compétences parentales et la violence familiale. Bien que récent (en opération depuis moins d'un an), le programme offre un renforcement prometteur des capacités d'action et un modèle d'intervention de première ligne.

Renseignements :

Sue Languedoc
Tél. : 780-448-0378 / Téléc. : 780-448-0379
Courriel : langu@shaw.ca / aca@telus.net

4. Mentions spéciales – International

DÉFENSE DES DROITS, RÉSEAUTAGE ET MOBILISATION COMMUNAUTAIRE

■ **NCRB – A Nordic-NW Russian Network for Crisis Centres for Women in the Barents Region**

University of Oulu / Norvège, Suède, Finlande et Russie du Nord-Ouest

Dans le vaste territoire nordique que se partagent quatre états, cette initiative en est d'abord une de collaboration entre érudits, éducateurs, centres d'aide et militantes, dont les membres du groupe *Femina Borealis*. Un réseau de 19 centres d'aide a été mis sur pied et des programmes de formation sur mesure en militantisme citoyen et collecte de fonds ont été développés. La phase I du projet (1999-2002) a dû surmonter des divergences de pratique et de philosophie, et assurer une participation égalitaire des partenaires ; l'objectif de la phase II (2002-2005) est d'expérimenter le « modèle russe » de centres d'aide.

Produits :

- Formation et travaux pratiques : aide psychologique ; travail collectif sur le passé et la mémoire afin de sensibiliser le personnel à la violence en fonction du genre ; techniques de collaboration avec les autorités et la police ; groupes de soutien ; thérapie pour enfants ;
- Militantisme citoyen : l'exercice de se mettre « en marche », au moins deux fois par année : la *Journée internationale des Femmes* (8 mars), et les *16 jours de Campagne contre la violence faite aux femmes* (du 25 novembre au 10 décembre) ;
- Publication : le rapport sur le projet NCRB inclut des comptes rendus des développements au niveau national, dans les pays nordiques et en Russie, et des rapports des groupes communautaires impliqués. Ce rapport se révèle un outil appréciable pour véhiculer et évaluer les idées en matière d'intervention en centre d'aide (et dans la société).

Nos commentaires :

Un très intéressant réseau international, mais surtout régional, de centres d'aide, d'établissements d'enseignement et d'organismes communautaires qui collaborent en recherche et en éducation publique, pendant que les pays scandinaves plus riches fournissent une aide financière aux centres russes. L'application est orientée vers la recherche plutôt que vers le travail de terrain, mais leur concept de la diversité (politique et culturelle) est novateur, et c'est une vision décidément très intéressante du réseautage et de la mobilisation communautaire.

Renseignements :

Aino Saarinen
Tél. : 358-8-5566 092 / Téléc. : 358-8-5472 253
Courriel : aino.saarinen@oulu.fi / liapounova@pomorsu.ru
Site Internet : wwwedu.oulu.fi/ktl/NCRB

■ **Defensoría de Mujeres de San Fernando**
CEDEM. Centro de la Mujer de San Fernando / Partido de San Fernando, province de Buenos Aires, Argentine

L'Office de protection des citoyennes défend et promeut les droits civiques des femmes et l'égalité des chances, dans le cadre d'ententes internationales et de lois nationales. Un groupe de *Survivantes à la violence sexuelle* dispense des services d'aide psychologique, assure la coordination avec les services de santé et services juridiques, et rassemble les données statistiques. Un groupe de

soutien est à la disposition des femmes victimes de violence conjugale et offre une formation permettant d'établir des budgets communaux en intégrant l'approche de genre.

Produits :

Des dépliants de sensibilisation et de promotion de la vie communautaire, des manuels de formation traitant de budget municipal et d'intégration de l'approche de genre, et des guides de formation et de travaux pratiques sur les droits des femmes ont été développés. On prévoit également l'élaboration d'un guide sur les droits des femmes.

Nos Commentaires :

CEDEM, organisme bien implanté dans la communauté, assure la défense des droits, l'aide psychologique, l'orientation et les thérapies de groupe aux survivantes d'actes violents, à leurs conjoints et (en partenariat avec un autre organisme) aux enfants. L'aspect novateur du projet reste la formation de conseillères en indépendance financière et économique, étendue aux femmes leaders des quartiers, afin de les préparer à participer à l'élaboration du budget municipal.

Renseignements :

María Luisa Storani
Tél. : 5411-4549-0909 / Téléc. : 5411-4791-6781
Courriel : cedemsf@yahoo.com.ar/
lauraferreiraafb@yahoo.com

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET FORMATION

■ **Sensitization of the Police to Strengthen Mechanisms to Redress Sexual and Gender-Based Violence**

Federation of Women Lawyers – Kenya / Nairobi, Kenya

Les officiers de police sont formés et sensibilisés aux droits de la personne, aux discriminations en fonction du genre et à la violence faite aux femmes, de même qu'aux façons les plus appropriées de gérer ces questions, incluant la nécessité de traiter l'agression par un conjoint comme acte criminel en vertu du code pénal. Ce projet se veut une réponse à l'augmentation du niveau de violence faite aux femmes et aux inquiétudes soulevées par le droit

coutumier et la tradition qui peuvent être évoqués pour justifier le refus d'appuyer les femmes qui rapportent des agressions.

Produits :

- Guide de formation pour la police, traitant de l'approche de genre et des droits de la personne ;
- Plan d'action développé par le Service de police qui incorpore la formation au programme des classes régulières des officiers à l'Académie nationale de police ;
- Rédaction du projet de loi sur la « protection contre la violence conjugale et familiale » en collaboration avec FIDA Kenya.

Nos commentaires :

Un projet très intéressant où les avocates travaillent avec la police sur la formation et la sensibilisation. Doté d'un volet d'évaluation externe, c'est un excellent projet qui peut être facilement reproduit.

Renseignements :

Jane Kiragu
Tél. : 254-020-570444 / 573511 / 576991
Télé. : 254-020-576372
Courriel : info@fida.co.ke
Site Internet : www.fidakenya.org

■ **Pour une société sans violence à l'égard des femmes au Mali**
Ligue Malienne pour la Protection, la Promotion et l'Application des Droits de l'Homme et des Peuples LIPADH / Mali

Ce projet, similaire à ce qui fut entrepris dans sept autres pays d'Afrique (Togo, Bénin, Burkina Faso, Ghana, Mali, Nigeria, Sénégal), vise le traitement inégal réservé aux femmes par le système judiciaire du Mali. Voulant sensibiliser l'opinion publique à la violence faite aux femmes et souligner à quel point ces agressions sont minimisées par les lois archaïques de l'État et les traditions, le projet cible les magistrats, les avocats, les officiers de police et les méde-

cins, de même que les chefs traditionnels et religieux, tout en impliquant les femmes dans la lutte pour leur égalité.

Produits :

Un protocole de traitement destiné aux médecins intervenant auprès des femmes victimes d'abus.

Nos commentaires :

Impressionnante initiative de type « hommes contre la violence faite aux femmes », ce projet très novateur implique des juges, des avocats, des médecins, des officiers de police, des chefs religieux et des chefs de tribus dans une gamme d'activités de formation des formatrices/formateurs et d'éducation publique. Le projet a réuni des hommes de cultures et de professions différentes, et travaille, dans le respect, avec les associations de femmes. On y trouve également un recours à la discrimination positive visant à faire nommer davantage de femmes comme juges et officiers de police. Ce projet a été reproduit dans les pays environnants.

Renseignements :

Diarra Amadou Tieoule
Tél. : 223-224-01-92 / 223-672-37-10
Télé. : 223-224-89-06
Courriel : Atdiarra@yahoo.fr

POLITIQUES MUNICIPALES DE PRÉVENTION DU CRIME ET DE SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE INTÉGRANT L'APPROCHE DE GENRE

■ **Women self-empowerment against violence**
Participatory Development Action Program (PDAP) / Dhaka, Bangladesh

Ce projet vise à réduire la violence faite aux femmes, un des plus visibles problèmes sociaux au Bangladesh depuis les deux dernières décennies, et à promouvoir les droits des femmes. Lancée en janvier 2004, l'initiative propose de sensibiliser le public, offre un soutien juridique et social aux femmes victimes de violence, et aide les femmes à réaliser leur plein potentiel économique par le biais de soutien aux travailleuses autonomes et aux micro-entreprises. Elle offre également de faire le lien et de travailler en réseaux avec les services gouvernementaux et autres organismes.

Nos commentaires :

Ce programme est destiné à prévenir la violence faite aux femmes dans les milieux défavorisés, plus particulièrement

le viol, les attaques à l'acide et la violence relative à la dot, par le biais de l'éducation publique, du développement des organisations de femmes et du soutien juridique et social aux femmes. Œuvrant en partenariat avec les gouvernements locaux et les organismes communautaires, ce projet récent (depuis janvier 2004) s'avère très prometteur.

Renseignements :

Quazi Baby
Tel. : 880-2-9004094 / Téléc. : 880-2-9004094
Courriel : quazi@agni.com
Site Internet : planet-hosting.ht.st/pdap

5. Tous les projets - Canada

DÉFENSE DES DROITS, RÉSEAUTAGE ET MOBILISATION COMMUNAUTAIRE

■ **Bars, Booze and Sexual Violence** **(Bars, Alcool et violence faite aux femmes)** *Regional Coordinating Coalition against Violence (RCCAV) / Avalon Est, Terre-Neuve et Labrador*

En 2000, des groupes de discussion réunissant des jeunes femmes ont mis en lumière le harcèlement sexuel et la violence dans les bars du centre-ville de Saint-Jean de Terre-Neuve. En 2001, d'autres groupes de discussion ont analysé l'attitude des jeunes hommes vis-à-vis du monde des bars et de la masculinité et fait des recommandations aux forces de police, à l'industrie du taxi, aux propriétaires, gérants et employés de bars, et aux hommes en général. La phase 3 s'appuyait sur la sensibilisation du public pour amener les fonctionnaires municipaux, les chauffeurs de taxis et les propriétaires de bars à s'occuper des problèmes d'agression sexuelle.

Tél. : 709-757-0137

Courriel : rccav@nf.aibn.com

Site Internet : www.coalitionagainstviolence.ca

■ **Working for Change** *Wolseley Family Place / Winnipeg, Manitoba*

Ce projet abordait les inquiétudes des femmes et des filles en matière de sécurité, essentiellement quant aux actes criminels « cachés » : violence au foyer et manque de respect de la part des personnes en position d'autorité tels que policiers et travailleurs sociaux, en raison du genre, de la race, de la classe sociale ou de l'abus de substances. Le projet a donné naissance à des marches exploratoires, à un magazine populaire, à la formation des intervenantes du milieu, à un club de jeunes filles (*G.L.O.W., Girls Learning Options and Wisdom*), à des expositions de jeunes photographes de presse et à deux forums communautaires.

Tél. : 204-788-8052

Courriel : info@wolseleyfamilyplace.com

Site Internet : www.wolseleyfamilyplace.com

■ **Femmes et sécurité, notre priorité !** *Maison des femmes de la région de Rimouski / Rimouski, Québec*

Les seules données disponibles remontant à 1989, un questionnaire a été produit et distribué pour déterminer dans quelle mesure les femmes de 40 ans et plus, provenant de la grande région de Rimouski, sont affectées par la violence et les actes criminels. L'enquête porte sur les besoins d'une diversité de femmes : les femmes handicapées, autochtones, immigrantes, âgées, des milieux ruraux ou urbains, etc. Le but de l'exercice est de dresser le tableau des inquiétudes des femmes quant à leur sécu-

rité financière, physique, sexuelle et psychologique.

Tél.: 418-723-0333

Courriel: mfemmesriki@globetrotter.net

■ **The Marguerite Centre** *The Society for Women Healing from Addictions and Abuse / Halifax, Nouvelle-Écosse*

Il s'agit d'un établissement offrant, dans un environnement sécuritaire, de l'hébergement de longue durée aux femmes se remettant d'épisodes de dépendance ou d'abus, la plupart ayant expérimenté des situations de violence, d'itinérance et de danger physique lié à la prostitution. Les programmes du centre adoptent une approche globale qui aborde les questions de dépendance à l'alcool et aux drogues en tenant compte de l'état de santé des femmes et de leurs relations avec leurs enfants, les autres membres de leur famille et leur communauté.

Tél. : 902-876-0006

Courriel : info@margueritecentre.ca

Site Internet : www.margueritecentre.ns.ca

■ **Projet de sécurité des femmes en milieu urbain**

Halte-Femmes / Montréal-Nord, Québec

La ressource *Quand l'orage FRAPPE* est née d'une pièce de théâtre ayant comme objectif d'amener les jeunes du secondaire à parler de leur expérience de violence dans leurs relations intimes. Un guide de huit modules de 6, 12 et 20 ateliers a été créé, avec l'aide des adolescentEs, pour permettre aux jeunes de reconnaître et prévenir l'abus dans leurs relations amoureuses, et de créer des rapports égaux.

Tél. : 514-328-2055

Courriel : haltefemmes@videotron.ca

■ **Silence to Strength** *Women AWARE / Montreal, Quebec*

Des survivantes de violence conjugale prennent part à un groupe de soutien actif où elles s'efforcent de concevoir et de mettre de l'avant des présentations sur la violence familiale aux personnes à risque, à Montréal. Par le biais de l'écriture thérapeutique, elles passent leurs messages d'espoir et de renforcement des capacités à d'autres femmes abusées. Ces textes seront distribués lors des présentations, afin de démystifier la perception populaire qui victimise les « femmes battues ».

Tél. : 514-908-9014

Courriel : womenaware@bellnet.ca

Site Internet : www.womenaware.ca

■ **Rural Family Support Centre**

Partners for Rural Family Support / Humboldt, Saskatchewan

Partners for Rural Family Support, organisme communautaire sans but lucratif, est né d'une lacune au niveau des services offerts aux femmes et aux enfants victimes de violence familiale en milieu rural, où l'on trouve des réserves autochtones, des communautés urbaines et des collectivités rurales. Un centre de soutien à la famille fut inauguré en septembre 2001 et offre désormais un éventail de programmes.

Tél. : 306-682-4135

Courriel : Partners1@sasktel.net

Site Internet : www.Partnersrfs.ca

■ **Domestic Violence Unit (DVU)**

Vancouver Police Department and Family Services of Greater Vancouver / Vancouver, Colombie-Britannique

Trois intervenantEs communautaires et trois détectives font, par groupe de deux, le suivi d'environ 10 % des 1500 cas de violence conjugale traités par la police de Vancouver chaque année. Cette unité s'occupe également de la formation donnée aux officiers de police et à la communauté, de consultation de dossiers et de coordination avec les autres secteurs du système judiciaire et les organismes communautaires.

Tél. : 604-717-2654 / 604-525-9144

Courriel : Keith_hammond@city.vancouver.bc.ca /

hwhiteford@fsgv.ca / vpd@city.vancouver.bc.ca

■ **Creating Safer Communities for Women with Disabilities**

Women's Network PEI / Île-du-Prince-Edouard

Trois réseaux se sont réunis pour mettre de l'avant cette initiative : le *Women's Network PEI*, le *DisAbled Women's Network* et le *PEI Council of the Disabled*. La phase I du projet permit la mise au point d'un plan stratégique à partir des informations recueillies auprès de 50 femmes à mobilité restreinte et de leurs groupes de soutien, dans le cadre d'une conférence d'un jour sur les questions de sécurité. La phase II mit davantage l'accent sur les problèmes liés aux faibles revenus, à la pénurie de transport adapté et au manque de sensibilisation du public. La phase III a pour but le développement du leadership chez les femmes handicapées.

Tél. : 902-368-5040

Courriel : wnpei@wnpei.org

Site Internet : www.wnpei.org

■ **Youth Empowerment and Safety and Support Program**

World Wide Opportunities for Women (WWOW) / Région de Waterloo, Ontario

L'objectif est de réduire le nombre d'incidents criminels et d'actes violents chez les jeunes des communautés ethno-culturelles et leur famille, en les conviant à participer à des activités de loisirs faisant la promotion de la sécurité et de l'intégration à la communauté. La stratégie préconisée par le projet inclut la sensibilisation et la formation des fournisseurs de service aux réalités interculturelles, la traduction de la documentation relative aux subventions, la création de groupes de soutien aux mères et aux pères et des ateliers sur la sécurité pour les jeunes femmes.

Tél. : 519-578-9570

Courriel : wwow@web.net

■ **Transforming the Landscape: Integrating Gender and Diversity into Social Service Delivery Systems**

Women's Multicultural Resource and Counselling Centre of Durham / Région de Durham, Ontario

Les services et organismes d'aide aux femmes victimes d'abus doivent changer leurs politiques et leurs programmes afin de refléter le point de vue des femmes de couleur, des immigrantes et des réfugiées. Le projet favorise une meilleure compréhension de la façon dont les variables comme la race, la classe sociale, l'aptitude et le statut de citoyen se conjuguent à la discrimination sexuelle et complexifient l'analyse des expériences de violence vécues par les femmes.

Tél. : 905-427-7849

Courriel : wmrcc@on.aibn.com

■ **Older Women's Safety and Rebuilding Lives Program**

Kootenai Community Centre Society / Creston, Colombie-Britannique

Les femmes de 40 ans et plus, et la communauté où elles résident, sont sensibilisées aux façons d'identifier les relations abusives et aux moyens permettant d'obtenir de l'aide. Des centres d'hébergement temporaire sont mis sur pied afin de porter assistance aux femmes qui choisissent de sortir d'une relation abusive. Les programmes de formation développent l'estime de soi et enseignent les techniques de survie nécessaires à l'autonomie. Entraide, défense des droits et soutien sont offerts sur une base régulière.

Tél. : 250-402-0068

Courriel : kccs@kootenay.com

Site Internet : www.crestonbc.com/kccs

■ **Bell Mobility Women's Shelter and Second Stage Programs**

Bell Mobility / Québec, Ontario, Alberta, Colombie-Britannique

Le programme du Centre des femmes maintient en fonction 10 téléphones cellulaires dans chacun des quelque 150 refuges reconnus par les gouvernements, répartis dans quatre provinces. Ces téléphones sont prêtés aux femmes lors de leur séjour au centre d'hébergement. La deuxième phase du programme prévoit fournir, sur demande, un téléphone cellulaire à faible coût d'utilisation aux femmes qui quittent le refuge. L'objectif est de promouvoir la sécurité et le sentiment de sécurité, chez les femmes abusées et leurs enfants, et de les aider à réintégrer la société.

Tél. : 905-282-4873

Courriel : amorrell@mobility.com

Site Internet : www.bell.ca

■ **Family Violence Awareness Conference / Strategy for Living**

Discovery Women's Network / Clarenville, Terre-Neuve et Labrador

Une conférence de sensibilisation à la violence familiale a rassemblé des officiers de police, des travailleurs sociaux, des intervenantEs auprès des jeunes et des leaders de la communauté pour qu'ils échangent de l'information et proposent une stratégie de sensibilisation de la population aux services offerts aux victimes de violence. Cette intervention a conduit à la création du site Internet strategyforliving.ca, ressource accessible à tous les niveaux de lecture. Les documents imprimés sont disponibles pour les femmes n'ayant pas accès à un ordinateur ou à l'Internet.

Tél. : 709-466-6800

Courriel : discoverywomens@nfld.net

Site Internet : www.strategyforliving.ca

■ **PAQ: La prévention par l'appropriation de son quartier**

Tandem Ville-Marie Est / Montréal, Québec

Ce projet, inspiré par une mère du quartier, fait appel aux résidentEs d'un secteur urbain en déclin pour y réduire le crime, la violence et le vandalisme en réaménageant les espaces publics. Les comités de citoyenEs sont encouragés à s'approprier les parcs et les ruelles du quartier en y organisant des activités, épluchettes de blé d'Inde et autres, qui créent des liens entre voisinEs, et en travaillant, avec des partenaires institutionnels, dont l'administration municipale, à des solutions à long terme dans le cadre d'un développement durable.

Tél. : 514-522-2280

Courriel : Tandem.vm@qc.aira.com

■ **Ici, vous êtes entre bonnes mains**

Ville de Montréal - Service de la sécurité du revenu et du développement social / Montréal, Québec

Les marchands contribuent à la sécurité des femmes sur les rues commerciales en leur permettant, si elles ont besoin d'aide, de trouver refuge dans des commerces bien identifiés et de contacter la police, les services d'urgence, un taxi ou un(e) ami(e). Actuellement, le programme touche 1 200 commerces, dans sept arrondissements. Il offre une formation au personnel des magasins et s'avère un excellent moyen de sensibiliser un secteur d'activités normalement peu impliqué dans les questions de voisinage ou de sécurité des femmes.

Tél. : 514-872-1274

Courriel : pallard@ville.montreal.qc.ca

■ **Maxxine Wright Place Project - for High-Risk Pregnant and Early Parenting Women**

Atira Women's Resource Society / Surrey, Colombie-Britannique

Cet établissement servira aux femmes et filles à haut risque qui pourraient mettre en danger la vie de leur fœtus ou de leurs jeunes enfants pour cause d'usage de substances, de maladie mentale, d'expériences abusives ou violentes et de leur réticence à recourir aux services médicaux et services d'aide. Les programmes du Centre prévoient une clinique prénatale, une garderie de dépannage, une cuisine communautaire, de l'hébergement de transition pour les femmes enceintes sans domicile fixe, et des logements supervisés.

Tél. : 604-531-0316

Courriel : maxwright@atira.bc.ca

■ **Sharing and Honoring the Strengths of the Butterfly and Dragonfly**

Native Women's Transition Centre, Inc. / Winnipeg, Manitoba

Le centre d'accueil *Native Women's Transition Centre* a célébré son 25^{ème} anniversaire, en 2004, par la tenue d'une conférence de deux jours sur les meilleures pratiques et d'une réunion d'anciennes résidentes. Les festivités ont mis en lumière la façon dont les enseignements culturels sont utilisés pour intervenir auprès des populations autochtones en milieu urbain. Le thème « Papillon et Libellule » se réfère à la transformation qui s'opère lorsque les gens reprennent contact avec leurs racines culturelles pour faire face aux défis quotidiens.

Tél. : 204-989-8240

Courriel : Lucille_Bruce@hotmail.com

Site Internet : www.nwtc-anniversary.ca

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET FORMATION

■ **Building Communities without Violence**

YWCA Canada / Canada

Le YWCA, plus grand pourvoyeur canadien de services d'hébergement aux femmes et aux enfants fuyant une situation violente, accueille tous les ans plus de 6 000 femmes et enfants dans ses 19 refuges, et leur offre de nombreux programmes et services. Ce projet doit déterminer quels sont les programmes les plus efficaces à réduire l'incidence de violence et à sortir les femmes du cycle de la violence. L'objectif est de réaliser un modèle des pratiques efficaces. Tél. : 416-962-8881

Courriel : national@ywcacanada.ca

Site Internet : www.ywcacanada.ca

■ **La sécurité, ça nous tient à cœur...**

Maison des Femmes de la région de Rimouski / Rimouski, Québec

Le vaste complexe des parcs de la ville accueille promeneurs et athlètes en tout genre, mais plusieurs agressions récemment survenues ont fait fuir les femmes, les privant ainsi de leur droit de jouir pleinement des espaces publics. Afin de contrer cette situation, les surveillants des parcs ont reçu une formation qui les sensibilise aux préoccupations des femmes et aux problèmes d'agression, afin qu'ils puissent réagir correctement en cas d'incident. Tél. : 418-723-0333

Courriel : mfemmesriki@globetrotter.net

■ **Empowering Women Who Have Experienced Violence : Designing Multidisciplinary Training for Service Providers**

Centre for Leadership and Community Learning, Justice Institute of BC / Colombie-Britannique

Plusieurs femmes en butte à la violence dans leurs relations de couple fuient le processus judiciaire en raison du traitement qui leur est infligé par l'appareil judiciaire, les services sociaux ou le personnel médical. Cette initiative vise à former et sensibiliser à la situation les fournisseurs de services, et à faciliter le développement d'approches et de stratégies appropriées chez les officiers de police, intervenantEs auprès des victimes, avocats de la Couronne, personnel des maisons de transition, intervenantEs de première ligne des services d'aide aux femmes et personnel de salle d'urgence. Tél. : 604-528-5628

Courriel : clcl_pr@jibc.bc.ca / srivkin@jibc.bc.ca

Site Internet : www.jibc.bc.ca/clcl

■ **Atelier Sûre d'elle**

Centre des femmes du Plateau Mont-Royal / Montréal, Québec

Cet atelier de deux heures traite de sujets comme la fraude sur carte de crédit et carte de guichet, la sécurité à la maison et dans la rue, la « drogue du viol » et la sécurité sur l'Internet. Les experts de la police dispensent de l'information et des exemples concrets, tandis que les participantes peuvent profiter de conseils particuliers et confi-

entiels sur des problèmes spécifiques. Conçu pour n'être présenté qu'une seule fois, l'atelier a connu un tel succès que l'expérience a été renouvelée à plusieurs reprises, en sessions de jour ou de soir.

Tél. : 514-527-3324

Courriel : cfpmr@qc.aira.com

Site Internet : www.cfemmesplateau.qc.ca

■ **Women Hurting Women**

Peer Support for Abused Women / Calgary, Alberta

Quatre fois l'an, un atelier d'une journée, sur les divers besoins des femmes lesbiennes et bisexuelles victimes de violence conjugale, est offert aux agents des services sociaux, au personnel de l'unité de lutte à la violence conjugale de la police de Calgary, aux avocats de la Couronne et autres intervenantEs, afin qu'ils adaptent leur prestation de service aux demandes particulières de ces femmes. Une campagne d'entraide et de mobilisation appelle la communauté des femmes lesbiennes et bisexuelles à faire front pour contrer la violence dans leurs relations de couple. Tél. : 403-234-7337

Courriel : info@pssaw.org

Site Internet : www.pssaw.org

■ **Accroître la sécurité personnelle et collective des femmes vivant et travaillant dans les quartiers centraux de Montréal**

Stella, l'amie de Maimie / Montréal, Québec

Des ateliers de prévention de la violence et d'autodéfense ont été créés pour atténuer les craintes d'agression chez les femmes vivant et travaillant dans les quartiers centraux de Montréal, à la suite d'une série d'agressions, voire de meurtres, touchant des travailleuses du sexe. Trois séries d'ateliers ciblent les travailleuses du sexe, les intervenantEs communautaires et les résidentes du quartier. Un dépliant sur la sécurité et la prévention est distribué sur le terrain et offert sur Internet.

Tél. : 514-285-1599

Courriel : stellapp@videotron.ca

Site Internet : www.chezstella.org

■ **F.O.C.U.S. – A Youth Violence Prevention Initiative**

Partners Promoting Healthy Youth / Portage la Prairie et Morden, Manitoba

L'objectif principal de ce projet est de réduire la violence et l'abus chez les jeunes, d'offrir une stratégie régionale de prestation des services et des programmes spécialisés pour les élèves de la 5^{ème} à la 12^{ème} année, de promouvoir les saines relations entre jeunes et d'organiser des ateliers de formation des formateurs/formatrices et de développement du leadership pour les jeunes de toute la région. Cette initiative a également pour but de créer un programme de mentorat entre pairs.

Tél. : 204-362-4672

Courriel : sccfv@mts.net

PROGRAMMES D'ÉDUCATION ET DE SENSIBILISATION PUBLIQUE

■ **The Stardale Model for the Enlightenment of Women**

The Stardale Women's Group Inc. / Melfort, Saskatchewan

Ce modèle s'appuie sur l'expérience d'intervention du *Centre Stardale* auprès de femmes autochtones marginalisées et de femmes pauvres du nord-est de la Saskatchewan qui veulent sortir du cercle vicieux de la violence et de l'analphabétisme, et atteindre l'autonomie. Conçue pour les femmes de 15 à 40 ans possédant une éducation inférieure à la 10^{ème} année, cette approche curative pluridisciplinaire intègre traditions autochtones, ateliers d'acquisition des compétences de base et d'expression artistique.

Tél. : 306-752-1802

stardale@sasktel.net

Site Internet : www.nald.ca/stardale

■ **Community Awareness Training**

Maison de transition Moose Jaw (Transition House) / Moose Jaw, Saskatchewan

Des membres des communautés rurales sont formés pour faire face à la violence familiale, ce qui permet à la communauté d'identifier ses propres besoins et, aux familles, de demeurer au sein de leur communauté. On a formé des animateurs sur différents sujets : le travail auprès de groupes d'enfants et de jeunes exposés à la violence, l'expression de la colère, les responsabilités des jeunes hommes, le soutien aux femmes abusées et l'éducation aux compétences parentales. Des guides de formation, des documents de référence et un centre de documentation sont à la disposition des participantEs au projet.

Tél. : 306-693-6848

Courriel : mjoutreach@sasktel.net / childpr@sasktel.net

■ **Women's Safety Education and Awareness Project**

Scarborough Women's Centre / Toronto, Ontario

Des activités d'éducation et de sensibilisation du public mènent à une prise de conscience de la relation qui existe entre l'abus des enfants, la violence conjugale et l'agression de la part d'inconnus. Les capacités des femmes sont renforcées afin qu'elles puissent identifier la violence dans leur vie, trouver les ressources dans leur communauté et prendre les décisions qui s'imposent pour prévenir la violence faite aux femmes et à leurs enfants. Les membres de la communauté sont formés pour reconnaître et prévenir les situations génératrices de violence. Sont ciblées les femmes en situation de vulnérabilité et, tout particulièrement, les mères victimes d'abus qui élèvent des enfants handicapés.

Tél. : 416-439-7111

Courriel : ed@scarboroughwomenscentre.ca

Site Internet : www.scarboroughwomenscentre.ca

■ **Not Even**

Genesis House / Winkler, Morden, Swan Lake Indian Reserve, Manitoba

On enseigne aux jeunes filles de groupes à risque (8 à 14 ans), qui fréquentent l'école ou qui ont eu recours aux services des refuges, ce qu'est une relation saine et comment elles peuvent reconnaître les signes précurseurs de la violence. Les jeunes filles sont appelées à reconnaître leur propre valeur et à réfléchir sur l'image que donnent les médias de la place des femmes dans la société.

Tél. : 204-325-9957

Courriel : sccfv@mts.net

■ **Speak Out: Connecting with Rural Women about Sexual Violence**

NL Sexual Assault Crisis and Prevention Centre, Inc. / Péninsule d'Avalon, Terre-Neuve et Labrador

Le but du projet est de sensibiliser et d'éduquer les femmes des milieux ruraux sur la condition des femmes, de les amener à discuter ouvertement de la violence, et de recruter des intervenantEs bénévoles qui pourront fournir, à long terme, soutien et services aux femmes victimes de violence, en agissant comme intermédiaires entre leurs communautés et le *Centre contre l'agression sexuelle* de Saint-Jean de Terre-Neuve.

Tél. : 709-738 2770

Courriel : coordinator@sexualassaultcentre.nf.net

■ **Living in Balance: Workshops from a Different Perspective on Healthy Living**

Greenstone Anti-Violence Coordinating Committee / Greenstone, Ontario

Cette conférence d'une journée a été sélectionnée comme moyen le moins agressant de lancer une campagne contre la violence dans une communauté où la tolérance sociale à la violence et la fréquence de ses manifestations sont très élevées. Les participantEs ont pris part à des ateliers et sessions d'information sur les pressions sociales reliées à la violence faite aux femmes et aux enfants, les saines relations sexuelles, les familles fonctionnelles, la gestion financière, les communautés sécuritaires et la sécurité des femmes.

Tél. : 807-854-0852

Courriel : judy.franz@jus.gov.on.ca



AMÉNAGEMENT SÉCURITAIRE DES LIEUX PUBLICS

■ Reconstruction of the Chilco Pedestrian Underpass

ND LEA Consultants Ltd / Vancouver, Colombie-Britannique

Complété en 2003, le réaménagement du passage souterrain a procuré aux utilisateurs du parc Stanley un environnement sécuritaire et esthétique. Pour accommoder les usagerEs de façon sécuritaire, trois voies distinctes et séparées ont été aménagées : une piste pour patineurs à roues alignées, une piste cyclable et un sentier pour piétons et fauteuils roulants. On a accru la sécurité des personnes par l'amélioration des champs de visions, de l'éclairage et de la visibilité dans et autour du tunnel, pour les usagerEs du parc qui passent à proximité.

Tél. : 604-685-9381

Courriel : vancouver@ndlea.com

Site Internet : www.ndlea.com

■ Quartier international de Montréal

Quartier international de Montréal / Montréal, Québec

Ce projet de réaménagement urbain vise à revitaliser un secteur dominé par les espaces vacants, les édifices vieillissants et une autoroute en tranchée, et à le réintégrer au cœur culturel et commercial de la ville. Cette nouvelle conception propose des éléments de sécurité novateurs - trottoirs plus larges et protégés de la circulation automobile par une haie d'arbustes, éclairage axé sur les besoins des piétons, élimination des coins sombres - et met l'emphase sur l'activité artistique du quartier et la participation des propriétaires immobiliers pour attirer les gens vers le secteur.

Tél. : 514-841-7634

Courriel : mmaillet@qimtl.qc

Site Internet : www.qimtl.qc.ca

■ Dbe-Giizis Gamig/Moon Lodge: A Place of Healing for Women & Children

Social Planning Council of Sudbury / Sudbury, Ontario

Un service de transition (à sécurité moyenne) procurera des services essentiels, tels nourriture, hébergement et accès à l'information et aux services sociaux, aux femmes et enfants autochtones sans abri qui réclament soins et sécurité. Ces services proposent une approche holistique qui reflète les croyances et les valeurs autochtones. Les hommes feront aussi partie du processus, les rôles traditionnels seront redéfinis et respectés afin que la guérison s'étende à toute la famille.

Tél. : 705-675-3894

Courriel : mpeltier@spscudbury.ca / info@spscudbury.ca

Site Internet : www.spscudbury.ca

■ Community Safety Audits

Women's Initiatives for Safer Environments (WISE) / Ottawa, Ontario

Le groupe WISE procède simultanément à plusieurs marches exploratoires dans les communautés, observant et documentant les éléments qui, dans certains lieux, induisent un sentiment d'insécurité chez les femmes et les groupes à risque. Un suivi auprès des gestionnaires de ces espaces assure la mise en application des recommandations. Un autre suivi, six à douze mois plus tard, s'assure que la communauté suit bien l'évolution des changements promis et que ces modifications présentent vraiment une amélioration.

Tél. : 613-230-6700

Courriel : wise@bellnet.ca

POLITIQUES MUNICIPALES DE PRÉVENTION DU CRIME ET DE SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE INTÉGRANT L'APPROCHE DE GENRE

■ Developing Our Voices for Effective Solutions (D.O.V.E.S.)

Moose Jaw Transition House / Moose Jaw, Saskatchewan

Les femmes victimes de violence ont besoin de développer des compétences pour pouvoir susciter et mettre en œuvre des politiques gouvernementales qui les protégeront, et pour continuer, tel que souhaité, de travailler ensemble à construire un réseau de défense des droits. Les ateliers portent sur une bonne communication verbale et écrite, la résolution de conflits et la solution de problèmes, les rouages gouvernementaux, les lois et les droits de la personne, l'organisation, le soutien et les ressources de la communauté, et l'acquisition de compétences de base à l'ordinateur.

Tél. : 306-693-6848

Courriel : mjoutreach@sasktel.net

Site Internet : www.thouse.moosejaw.net

■ Ontario Domestic Assault Risk Assessment – ODARA

Ontario Provincial Police / Orillia, Ontario

Cette nouvelle procédure renforce la sécurité des femmes victimes d'agression de la part de leur partenaire masculin, en évaluant précisément les risques d'agression future. Elle fournit aux officiers de police de première ligne et aux intervenantEs auprès des victimes, un instrument convivial d'évaluation du risque qui permet aux femmes de faire des choix de vie éclairés et de collaborer efficacement à déterminer, avec les autorités, si l'agresseur doit être relâché ou maintenu en détention.

Tél. : 705-329-6150

Courriel : kate.lines@jus.gov.on.ca

Site Internet : www.opp.ca

■ **Diversity Outreach Program**

Women's Support Network /

Municipalité régionale d'York, Ontario

Des groupes de discussion ont mené à la création du *South Asian Diversity Outreach Program* et de ses trois principaux projets : la mise en place d'un programme de formation des formatrices, destiné aux femmes désirant venir en aide aux victimes d'abus ; l'offre d'un service de consultation auprès des jeunes filles sud-asiatiques du niveau secondaire ; la

création d'un groupe de soutien de femmes sud-asiatiques à l'Université d'York. Ce programme a enfin incité le groupe *Women's Sexual Assault Helpline* (ligne d'urgence pour femmes agressées sexuellement) à changer son nom, rébarbatif à plus d'une femme, pour *Women's Support Network* (réseau de soutien des femmes).

Tél. : 905-895-3646

Courriel : generalinfo@womensupportnetwork.ca

Site Internet : www.womenssupportnetwork.ca

6. Tous les projets - International

DÉFENSE DES DROITS, RÉSEAUTAGE ET MOBILISATION COMMUNAUTAIRE

■ **Empowering the Women of Nepal (EWN)**

Empowering the Women of Nepal (EWN)

Training Center & Hostel for Women /

Pokhara, Népal de l'Ouest

Depuis 1994, ce projet, géré par *EWN* et *3 Sisters Adventure Trekking (Pvt) Ltd.*, a pour objectif de fournir aux femmes défavorisées des milieux ruraux du Népal les moyens de gagner un salaire décent dans l'industrie du tourisme en recevant une formation comme guides ou porteuses, afin de pouvoir offrir aux randonneuses une excursion sécuritaire et confortable.

Tél.: 977-61-524066

Courriel : ewn@3sistersadventure.com

Site Internet : www.3sistersadventure.com

■ **Advocacy on Women's Empowerment**

International Women Communication Center /

Ilorin, État du Kwara, Nigeria

Ce projet d'apprentissage et de développement des compétences, échelonné sur une période de 10 ans, vise à réduire la pauvreté et à promouvoir l'hygiène par le renforcement des capacités des femmes et des filles provenant des milieux défavorisés et ruraux, dans un secteur reconnu pour le trafic de jeunes filles, vouées à la prostitution en Arabie Saoudite. Le programme, démarré en 2001, a entraîné annuellement de 40 à 50 participantes qui, chaque année, forment à leur tour de 400 à 500 femmes, dans sept autres communautés. Tél. : 234-31-225688

Courriel: gorosogiwa@yahoo.com

■ **Let's Work Together for First-Grade Pupils**

Bosfam / Srebrenica, Bosnie-Herzégovine

L'ONG *Bosfam* a misé, comme outil de réconciliation après la guerre ethnique, sur le projet d'un centre de tricot où, réunies par un même amour des enfants, une longue tradi-

tion artisanale et le besoin commun de gagner leur vie, les femmes serbes et bosniaques tricoteront ensemble des chandails pour les enfants de première année. Démarré avec d'une poignée de femmes, en 2001, le projet a attiré un nombre croissant de tricoteuses, distribué plus de 700 chandails aux enfants des deux groupes ethniques et facilité le retour des réfugiées bosniaques à Srebrenica.

Tél.: 387-35-286-503

Courriel : bosfam@bih.net.ba

Site Internet : www.bosfam.ba

■ **Empowering The Rural Women Through Building Local Women Owned Organization, Creation of Network Platforms & Opportunity and Enhancing Human Resource Development in a Sustainable Manner**

Network of Entrepreneurship & Economic Development (NEED) / District de Sitapur, Inde

La pauvreté et la non-reconnaissance des droits civils des femmes et des filles des villages de Sitapur peuvent être combattues en mobilisant les femmes par le biais des groupes d'entraide communautaire qui prônent la prise de conscience et luttent pour obtenir l'accès et le contrôle des ressources physiques, sociales, culturelles et économiques, tout autant que du processus politique. Les programmes d'initiation à la vie familiale fournissent des renseignements sur le mariage des enfants, l'éducation des filles, les problèmes liés aux adolescentEs / adultes, la santé reproductive, etc.

Tél. : 091-522-2712671 / 2712673

Courriel : need@satyam.net.in

Site Internet : www.indev.nic.in//need / www.needup.org

■ **Farm Lay Health Worker Project**

Boland District Municipality / Western Cape, Afrique du Sud

Un projet novateur en soins de santé primaires a été mis en œuvre dans une région rurale où la tuberculose est endémique, et consiste à former certaines travailleuses agricoles comme intervenantes paramédicales. Le programme est en opération depuis 1993 sur 230 exploitations agricoles produisant surtout du raisin et des fruits pour l'exportation. L'accès des travailleurs agricoles au réseau de santé officiel est limité par leur dépendance sociale et économique envers leurs employeurs et par le manque de transport en commun.

Tél. : 021 8885304

Courriel : admin@bolanddm.co.za

■ **Programa de Atección y Prevención de la Violencia Familiar y Promoción de la No Violencia**

Area de la Mujer – Secretaría de Promoción Social / Rosario, Santa Fe, Argentine

Des services sont mis sur pied pour les victimes de violence familiale, incluant une ligne d'urgence, des refuges, une assistance sociale, légale et psychologique coordonnée, et un réseau d'organismes communautaires et gouvernementaux. Des campagnes visent à sensibiliser les populations à la violence faite aux femmes et au rôle de l'approche de genre dans la prévention du sida. La perspective de l'approche de genre est expliquée, par voie d'ateliers de discussion et de conférences, aux fonctionnaires, enseignants, officiers de justice, officiers de police et groupes de femmes.

Tél. : 54-341- 480-2444 x: 105 ou 118

Courriel : Areamujer@rosario.gov.ar

Site Internet : www.rosario.gov.ar

■ **Dukagjini Area Business Woman Network**

Kosova Woman Initiative – New Vision / Région de Dukagjini, Gjakove, Kosovo

Dans une région dévastée par la guerre, un réseau de femmes d'affaires d'origines ethniques diverses veut renforcer les capacités des femmes par le biais de formations dans des domaines tels que le marketing, la gestion organisationnelle, les communications et les relations de presse. Son objectif est de faire pression et de lutter pour l'intégration des femmes dans les politiques économiques gouvernementales. Les femmes gèrent surtout de petites entreprises comme les merceries, boulangeries, comptoirs de produits de beauté, librairies, fabriques de tapis et d'objets d'artisanat, boutiques de literie et écoles de conduite.

Tél. : 99381-390-27-370

Courriel : kwi_nv@hotmail.com

■ **Vulnerability and Risk Reduction through a Community-Based System for Flood Monitoring and Forecasting**

Center for Environmental and Geographic Information Services / Tangil, Bangladesh

Ce projet a pour but de réduire la vulnérabilité aux dommages par inondation, dans les zones inondables du Bangladesh. Ces zones vulnérables couvrent plus de la moitié du pays et abritent plusieurs dizaines de millions de personnes. Un système expérimental produit des informations utiles sur les conditions courantes et prévisibles d'inondation, pour distribution aux gouvernements locaux et aux résidents sous un format intelligible et utile à la surveillance et au contrôle local des inondations.

Tél. : 8821570-2 / 8817648-52 x 301

Courriel : suddin@cegisd.com / cegis@cegisd.com

Site Internet : www.cegisd.com

■ **City Women's Council**

City Women's Council / Marikina, Philippines

Le *Conseil des femmes de la ville*, dont la création fut le premier acte officiel de la mairesse Lourdes C. Fernando, en 2000, regroupe les nombreux organismes de femmes de cette ville autour d'objectifs communs sans porter atteinte à leur identité propre. Un *Centre des femmes* permet aux groupes de femmes de travailler en réseau et de coordonner des programmes municipaux répondant aux besoins économiques, éducatifs, spirituels et émotionnels des femmes. Il abrite également un centre de crise. La *Marikina Women's Development Foundation* garantit aussi que le travail se poursuivra, même en cas de remaniement administratif.

Tél. : 632-682-9574

Courriel : ns_bles@yahoo.com.ph

Site Internet : www.marikina.gov.ph

■ **Save Somali Women and Children (SSWC)**

Save the Somali Women and Children (SSWC) / Mogadishu, Somalie

L'initiative a été lancée en préparation de la Conférence pour la Paix et la Sécurité en Somalie, en 2000, à Arta, Djibouti, et de celle de Eldoret-Nairobi, au Kenya, qui furent les premières rencontres à se pencher spécifiquement sur la discrimination envers les femmes. Cette initiative a largement rempli son mandat en profitant du processus de paix pour institutionnaliser les droits des femmes. Les femmes constituaient le tiers des représentantEs de la société civile aux deux conférences, une femme fut élue aux comités de direction des conférences, les parlements doivent désormais inclure un nombre minimum de femmes et la constitution doit enchâsser les droits des femmes.

Tél. : 254-020-3744083

Courriel : shirdon@iconnect.co.ke

■ Gender Based Violence

Ikhwezi Women's Support Centre / Cathcart, District de Amahlati, Afrique du Sud

Depuis 1997, le *Centre Ikhwezi* mobilise les femmes sur la question des violences dont elles sont victimes, dans une région où la violence conjugale et le viol sont endémiques. L'organisme a fait campagne pour une nouvelle loi sur la violence conjugale « *Domestic Violence Act* ». Il a lutté avec succès pour l'adoption d'une politique de garde-à-vue sans possibilité de cautionnement pour les auteurs de violences contre les femmes, et gagné le droit, pour les jeunes filles victimes de viol, de témoigner en cour par circuit vidéo. Le Centre prend la défense des femmes qui réclament une pension alimentaire pour les enfants, et fait pression pour qu'elles obtiennent l'accès aux prises de décisions politiques.

Tél. : 045-8432110

Courriel : ikhwezi@hazeldean.co.za

■ 16 Jours De Campagne Contre Les Violences Faites Aux Femmes Edition 2002 et 2003 – Thème : Le Viol et l'Inceste

WILDAF/FEDDAF-Togo (Women in Law and Development in Africa) / Togo (Lomé et cinq régions économiques)

Les organismes membres de *WILDAF* procèdent à une campagne de sensibilisation dans les marchés, les écoles, les places publiques et par le biais des médias publics et privés. Le matériel de promotion comprend des imprimés, des T-shirts et des calendriers donnés en prix dans des concours à la radio, des débats télévisés, et une carte montrant la distribution géographique des viols à Lomé. Les campagnes contre le harcèlement sexuel de 2000 et 2001 ont conduit au dépôt de projets de loi et des résultats similaires sont attendus de la campagne actuelle.

Tél. : 228-222- 69-86

Courriel : wildaf_togo@hotmail.com / wildaftogo@yahoo.fr

Site Internet : www.wildaf-ao.org

■ La mise en valeur de la sécurité de la femme (et la jeune fille) tirée du patrimoine culturel congolais

Programme d'Encadrement des Paysans pour la Reconstruction Intégrale (PEPARI/Asbl) / Kinshasa, Commune de Gombé, Congo

Une campagne, qui met de l'avant les pratiques et dictons traditionnels de tout le pays pour faire la promotion du respect envers les femmes, fera beaucoup pour améliorer la sécurité des femmes dans Kinshasa et combattre une culture de violence découlant de plusieurs années de guerre. Le message sera véhiculé par le biais de posters, graffiti, bannières, brochures et autres ressources, dans la commune de Gombé, microcosme de la métropole congolaise.

Tél. : 243-(0)-815170436

Courriel : bdibendila80@hotmail.com

■ Mujeres, contando en voz alta Estrategia de comunicación para visibilizar la problemática de derechos económicos, sociales y culturales de las mujeres líderes y de sus organizaciones sociales

Revista La esquina regional / Bogota, Colombie

Le magazine régional « *La Esquina Regional* », qui a pour mission de promouvoir les droits de la personne, désire attirer l'attention sur la contribution des femmes à la société colombienne, en brochant, dans un de ses articles, le portrait de Daira Quiñónez et de *La Nupa*, son conseil communautaire. Cela permet de réaliser, d'une part, que l'histoire des femmes doit être redécouverte et rendue publique, tant dans les magazines que dans les autres médias de masse, et, d'autre part, que les étudiantEs en journalisme avaient besoin de séminaires pour prendre conscience de la condition et de l'histoire des femmes.

Tél. : 4 00 74 11

Courriel : soporte@laesquinaregional.com / nelly@laesquinaregional.com

Site Internet : www.laesquinaregional.com

■ Strategy for Shelters for Victims of Domestic Violence in South Africa

Department of Social Development / Communauté urbaine de Tshwane, Afrique du Sud

Le manque de refuge pour les victimes de violence conjugale a été identifié comme entrave majeure à l'application de la « *Domestic Violence Act* », adoptée en 1998. Un comité interdépartemental et intersectoriel a fait l'ébauche d'une stratégie visant à mettre sur pied 18 nouveaux refuges pour les femmes et leurs enfants victimes d'abus, et à consolider les refuges existants afin qu'ils atteignent les normes minimales.

Tél. : 012-312 7568

Courriel : Joan.Groenewald@socdev.gov.za

Site Internet : www.socdev.gov.za

■ A Journey Towards Empowerment of Women: Solidarity Group Mahila Chetna (Women Awakening)

INDCARE Trust / Nouvelle Delhi, Inde

Rassemblant des groupes populaires d'entraide de femmes, le réseau *Mahila Chetna* se porte à la défense des droits des femmes et, spécialement, des droits terriens. Le réseau soutient les femmes dans leur lutte contre l'expulsion et la démolition de leurs maisons, conséquence des plans de réaménagement urbain, et s'investit à trouver des solutions aux problèmes du logement, priorité incontournable dans le contexte urbain de Delhi, où 30 000 ménages et 150 000 hommes, femmes et enfants sont touchés.

Tél. : 91-11-25623664 ou 55472791

Courriel : reevasood@indcare.org / contact@indcare.org

Site Internet : www.indcare.org

■ **Propuesta de trabajo en red contra la violencia de género**

Hombres contra la violencia de género: asociación Hocovige / Badalona, Espagne

Cette initiative veut sensibiliser un plus large public au problème de la violence faite aux femmes, par le biais d'une série d'activités comme les groupes de discussion, les débats publics, les ateliers de prévention et de forma-

tion, et un programme de rééducation pour les hommes abusifs. Le programme est en bonne voie de réalisation comme le prouvent les nombreux organismes et institutions qui ont manifesté leur intérêt à participer au travail. Tél. : 93-464-30-63.

Courriel : hocovige@badalona.lamalla.net

Site Internet : www.lazobicolor.org

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET FORMATION

■ **Fuel-Efficient Smokeless Stove**

Escorts Foundation / Lahore, Pakistan

Cette technologie économiquement et écologiquement durable contribue à réduire les risques de brûlures graves et de décès causés par la méthode traditionnelle de cuisson sur feu ouvert. Elle contribue également à diminuer la pression sur la forêt à écosystèmes multiples de Changa Manga, dégradée par le besoin croissant en bois de chauffage. Le poêle est fait d'un mélange de béton et de boue aisément accessible et sa fabrication peut amener un revenu additionnel pour les femmes qui apprennent à le construire en une journée d'atelier.

Tél. : 92-42-6305524 / 5 x.325 or 92-300-8406-555

Courriel : maisoonzamir@hotmail.com

programme de deux semaines durant lesquelles elles se sont familiarisées avec les applications informatiques courantes comme le traitement de texte, la gestion de bases de données et de tableurs, des logiciels spéciaux d'analyse de statistiques, de même que l'Internet et les applications multimédia.

Tél. : 8802-8126381

Courriel : lutfor@agni.com

■ **Renforcement des capacités d'un atelier de couture à Masina Pascal**

Collectif des Mamans pour le Développement de la Tshangu / Kinshasa, Congo

Le projet répond au besoin de consolider les compétences des femmes et de les impliquer dans le processus de développement. Il est soutenu par un organisme d'aide aux veuves et aux orphelins, dont la mission est d'améliorer les conditions de vie des communautés par la scolarisation et la formation technique. Cet organisme offre des classes d'alphabétisation, de l'information sur la santé, le VIH et le sida, des bases pratiques en soins de santé primaires, et l'apprentissage d'un métier aux enfants abandonnés.

Tél. : 0243 9901231

Courriel : kusa2005@yahoo.fr

■ **Des Femmes Bâtitrices**

Asf - Bâtir et Développer / Paris, France et Afrique

Ce projet est l'aboutissement des efforts de l'architecte Amélie Essesse pour préserver et promouvoir les traditions architecturales des femmes africaines, telles les structures de terre édifiées par les femmes de Kassena au Burkina Faso ou les huttes de feuilles de palmier construites au Niger. Des ateliers en Afrique et en France transmettent cet héritage, sensibilisent les participantEs à sa valeur et lèvent des fonds pour un projet de développement qui verra la réalisation d'un centre culturel de style traditionnel au Burkina Faso et/ou d'un centre d'arts au Niger.

Tél. : 33-1-40-19-94-57

Courriel : Batir_developer@hotmail.com

■ **La femme en œuvre sociale : Genre et formation de la femme défavorisée**

Fondation Orphelinat au Congo / Kinshasa, Congo

Ce programme, qui enseigne la couture aux femmes afin de les rendre financièrement autonomes, a besoin d'agrandir ses installations pour pouvoir former 400 couturières par année. Le projet a débuté en 1996 avec, comme seul moyen d'action, cinq machines à coudre pour combattre le manque d'éducation, l'analphabétisme et la pauvreté, mais, la demande pour une formation gratuite, incluant la pension, ne cesse d'augmenter.

Tél. : 243-98804300

Courriel : focjulia@yahoo.fr

PROGRAMMES D'ÉDUCATION ET DE SENSIBILISATION PUBLIQUE

■ **House of Crisis Intervention**

Polish Red Cross / Slupsk, Province de Poméranie, Pologne

Le premier refuge (HCI) pour les victimes de violence conjugale fut ouvert en Poméranie, en 1998, parce que les femmes s'adressaient de plus en plus fréquemment à la Croix-Rouge régionale pour obtenir de l'aide. Le refuge offre le logis temporaire, de l'aide psychologique et des techniques pour retrouver une vie sans violence. Il a donné naissance à des services comme les groupes de soutien pour les femmes sans abri et les victimes de violence, un centre de thérapie pour les enfants de ces victimes, et un centre d'intervention d'urgence pour les enfants et les jeunes.

Tél. : 1033-59-8428577

Courriel : pckslupskl@poczta.onet.pl

■ **Stay Safe ! A community safety resource partnership between the YWCA of Canberra and the Australian Federal Police (ACT Policing Crime Prevention Unit)**

YWCA of Canberra / Territoire de la capitale nationale, Australie

Ce partenariat illustre comment des gens différents mais engagés peuvent susciter une véritable collaboration entre deux grandes organisations tout aussi différentes. Le partenariat s'est concentré sur la production d'un vidéo/DVD « *Stay Safe !* » et des dépliants de formation l'accompagnant, qui abordent les priorités et les préoccupations

de la communauté, dont les drogues du viol, la violence et les agressions liées à l'abus d'alcool et de substances (dans les bars et les clubs), l'intimidation à l'école et l'utilisation d'armes. Il s'occupera aussi des problèmes reliés à l'intrusion de domicile et à la violence familiale.

Tél. : 02-6239 6878

Courriel: rebecca.vassarotti@ywca-canberra.org.au
canberra@ywca-canberra.org.au

Site Internet : www.ywca-canberra.org.au

■ **Training the trainers in India**

Wenlido WEST - Women Educating in Self Defence Training / Colombie-Britannique (Canada) et Inde

Wenlido WEST, organisme sans but lucratif qui enseigne l'autodéfense depuis 1986, a subventionné les voyages en Inde d'une instructrice canadienne pour initier les femmes indiennes à l'autodéfense. Lors du premier voyage, elle a donné quelques classes ; lors du deuxième, elle a commencé à entraîner des instructrices ; et, au troisième voyage, elle a formé des formatrices afin d'assurer la survie financière de ce groupe de femmes enseignant l'autodéfense aux femmes et aux enfants de l'Inde.

Tél. : 604 521 0425

Courriel : jkirkey@alumni.sfu.ca

Site Internet :

www.kwantlen.bc.ca/pscm/wenlido/wenlido.htm

POLITIQUES MUNICIPALES DE PRÉVENTION DU CRIME ET DE SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE INTÉGRANT L'APPROCHE DE GENRE

■ **Programa de Asistencia a Mujeres Víctimas de Delitos Contra la Integridad Sexual de las Personas**

Dirección General de la Mujer. Secretaria de Desarrollo Social. Gobierno de la Ciudad de Buenos Aires / Buenos Aires, Argentine

Ce programme, mis de l'avant par l'administration municipale, vient en aide aux femmes victimes de violence sexuelle, par le biais d'une ligne d'assistance téléphonique, d'aide psychologique au *Centre des femmes Margarita Malharro*, de formation et de coordination entre fournisseurs de services. Il a lancé des campagnes d'éducation publique et de sensibilisation, organisé un conseil

consultatif composé d'organismes publics et privés, et développé un protocole de procédures médicales et psychothérapeutiques.

Tél. : 54-11 4931-6296

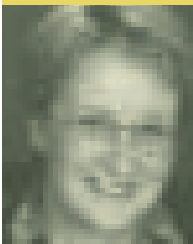
Courriel : mariablanca275@hotmail.com /
mmcampero@yahoo.com.ar

Site Internet : www.buenosaires.gov.ar

MEMBRES DU JURY

ARLÈNE GAUDREULT

(Montréal, Québec, Canada)



Arlène Gaudreault détient une maîtrise en criminologie de l'Université de Montréal (1988). Elle a été présidente de l'Association professionnelle des criminologues du

Québec, pendant huit ans, et commissaire communautaire à la Commission québécoise des libérations conditionnelles du Québec (CQLC), pendant dix ans.

Depuis 1994, elle enseigne la victimologie à l'Université de Montréal. Depuis 2000, elle est professeure- invitée à l'Université de Pau et des pays de l'Adour (France), dans le cadre du Diplôme d'études supérieures en victimologie (DESS).

Coordonnatrice du premier centre d'aide aux victimes d'actes criminels au Québec, elle a contribué au développement de plusieurs programmes visant à améliorer le sort des victimes.

Elle est présidente de l'Association québécoise *Plaidoyer/Victimes* depuis 1988. En août 2000, elle a coprésidé le X^e Symposium international de victimologie qui s'est tenu à Montréal.

En 1997, elle recevait le Prix de la Justice du ministère de la Justice du Québec pour sa contribution au développement des initiatives en faveur des victimes et à la promotion de leurs droits. La même année, le journal *La Presse* lui rendait hommage en la nommant Personnalité de l'année dans la catégorie « Courage, humanisme et développement personnel ».

En 2003, l'Association canadienne de justice pénale lui décernait un Prix d'excellence pour son implication dans le domaine de la victimologie.

ANA FALÚ

(Quito, Équateur)



Ana Falú est actuellement directrice régionale du programme *UNIFEM* des Nations unies. Elle est aussi chercheuse au Conseil national des sciences et de la technologie de l'Argentine, et occupe le poste de professeure titulaire à l'Université de Cordova (Argentine), depuis 1985.

Architecte argentine, elle détient un doctorat de l'Université de Delft, en Hollande. Elle a également complété un diplôme de troisième cycle et une maîtrise au ISS et au *Bouwcentrum International Education Centre*, à Rotterdam, en Hollande, durant les années 80.

Coordonnatrice au niveau maîtrise en Gestion et développement de l'habitat. FAUD - UNC. Coordonnatrice UNC du programme *ALPHA / IBIS Investigation Network of European and Latin American Universities* (Oxford/Angleterre, Hambourg/Allemagne, Venise/Italie, Equador UC, FAU/ Uruguay, San Simón/Bolivie, USP/Brésil, UBA et UNC/Argentine, UC/Santiago du Chili et Valparaíso/Chili).

De 1997 à 2002, elle fut coordonnatrice pour l'Amérique Latine du *Réseau Femmes et Habitat, Amérique Latine*, regroupant 17 pays. Aux côtés de Virginia Vargas Valente, elle assura une partie de la coordination des femmes d'Amérique Latine pour la 4^{ème} Conférence mondiale sur les femmes, en Chine, en 1995. Elle fut vice-présidente de la *Coalition internationale pour l'Habitat* et conseillère auprès de diverses institutions, dont les Nations unies, la Banque Mondiale et I.A.D.B.

Elle a coordonné, entre autres, des groupes de recherche sur des sujets tels que : « *Globalization, Urban Model and Governability* », « *Tools for an Urban Governability : Urban Gender Indicators* », « *The Mercosur Program for Public Policies, Women and Municipalities* », « *Time Use and the Urban Space : Social and Gender asymmetries* ». Directrice de plusieurs équipes de recherche, elle est responsable de la formation de l'équipe *Young Women Researchers*.

Ana Falú est l'auteure de nombreux ouvrages, parutions scientifiques, articles et bulletins d'information ; elle a participé à plusieurs congrès, séminaires et symposiums.

PAMELA E. RANSOM

(New York, États-Unis)

Pamela Ransom est impliquée depuis de nombreuses années comme environnementaliste, urbaniste, éducatrice et activiste communautaire. Après avoir



complété un Bac à l'Université Harvard et obtenu un doctorat du *Massachusetts Institute of Technology*, elle occupa le

poste de directrice adjointe au service d'urbanisme pour le gouvernement de la Jamaïque. Elle fut conseillère spéciale aux Affaires environnementales auprès du maire de New York, David Dinkins, et directrice de la Santé et de l'Environnement à la *Women's Environment and Development Organization*, pour qui elle conçut la campagne « *Action for Cancer Prevention* » et organisa deux conférences mondiales sur le cancer du sein.

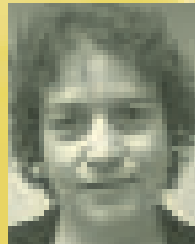
Elle enseigne actuellement en administration publique et gestion de la santé au *Long Island University School of Business, Public Administration and Information Sciences*. Elle fut consultante et membre du conseil d'une grande variété d'organismes, dont l'Agence américaine de développement international, le Service de santé de la Ville de New York, la *Commission Huairou*, le *Peoples Museum* et le *MIT Alumni Association*.

Elle fut secrétaire du *11th Congressional District Health Advisory Committee*, elle est présentement membre du *Brooklyn Strategic Planning Committee of the Empire State Development Corporation*.

CAROLYN WHITZMAN

(Melbourne, Australie)

Carolyn Whitzman joint, en juillet 2003, la *Faculty of Architecture*,



Building and Planning de l'Université de Melbourne, Australie, où elle enseigne au niveau de la licence et du Bac en urbanisation et transforma-

tion. Elle a travaillé, de 1989 à 1999, en qualité de planificatrice de politiques sociales pour la Ville de Toronto. Sa pratique en consultation l'a amenée à travailler pour des gouvernements locaux, régionaux et nationaux, des collègues et des universités, des organismes sans but lucratif et des commerces, au Canada, aux États-Unis, en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Angleterre. Elle a vécu à Montréal, Toronto, Londres et Melbourne.

Son travail sur la prévention de la violence dans les milieux urbains s'est taillé une réputation internationale et elle a été oratrice principale de plusieurs conférences sur ce sujet. Son travail à Toronto a été sélectionné comme « Meilleure Pratique » par la Commission des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et le *Centre international pour la prévention du crime*. Elle s'est aussi penchée sur les problèmes de logement et d'itinérance, de même que sur les partenariats entre les gouvernements et les communautés.

Ses sujets de recherche actuels sont le développement d'espaces sécuritaires pour les immigrantEs récentEs et les réfugiéEs, la création de liens internationaux entre les femmes, les questions de gouvernance locale, et la planification sociale pour une plus grande diversité urbaine dans les grandes banlieues.

ELLEN WOODSWORTH

(Vancouver, Colombie-Britannique, Canada)

Ellen Woodsworth est membre du conseil municipal de Vancouver depuis son élection, en 2002. Native de Toronto, elle a complété ses études à l'Université de Colombie-Britannique, dans les années 60, et passé plusieurs années à Toronto où elle dirigeait une



bibliothèque mobile pour les femmes.

Durant ces mêmes années, elle fonda le journal pour femmes « *The Other Woman* ».

Elle réside à Vancouver depuis 1979.

Elle a œuvré comme analyste en planification sociale dans Vancouver Nord et pour le *YWCA* de Vancouver. Elle a été coordonnatrice du mouvement *WE*ACT (Women Elders in Action)*, du *Downtown Eastside Seniors Centre* et du *Sommet des aînées*.

Ellen a longtemps lutté pour les droits des femmes, pour la communauté des gais et des lesbiennes, et pour les personnes âgées. Elle a mené campagne avec succès pour l'inclusion des questions portant sur le travail non rémunéré des femmes dans le recensement canadien de 1996, une première au monde. Elle a assuré la présidence du réseau *BC Action Canada Network* qui exprima des préoccupations au sujet des ententes canado-américaines de libre-échange. Elle a participé à la fondation de *Breaking the Silence*, effort de mobilisation des femmes et des organismes du Downtown Eastside pour travailler de concert à mettre un frein à la violence faite aux femmes. Elle a présidé le *Bridge Housing Society for Women*, qui fournit des logements permanents, des maisons de transition et un refuge pour le centre de femmes du Downtown Eastside. Elle est depuis longtemps membre des *Strathcona Community Gardens*, présidente du *Britannia Community Centre*, de la *South Vancouver Family Place*, et membre du conseil d'administration du *Lesbian, Gay, Bisexual, Transgendered Generations Project* et de la clinique de santé *Reach Community Health Clinic*.

PAM McCONNELL

(Toronto, Ontario, Canada)

Pam McConnell exerça, durant trois mandats, les responsabilités de conseillère municipale à la Ville de Toronto et, durant 12 ans, celles de commissaire scolaire,

travaillant pour une ville plus saine et plus sécuritaire. Elle a aidé à transformer son bloc de logements sociaux en coopérative résidentielle et, en tant que présidente de la *Co-operative Housing Federation* de Toronto, participa à la création de

plus de 25 coopératives de logements. Commissaire d'école de 1982 à 1994, elle assumait la présidence de la Commission scolaire de la ville de Toronto en 1992.

Avocate bien connue de la cause des enfants pauvres, elle s'est vue décorée par le Duc d'Édimbourg en 1997, pour son travail avec les jeunes des quartiers déshérités. Elle a participé à la mise en œuvre de *Parents for Better Beginnings*, dans Regent Park, et du projet de santé *Brighter Futures*, dans St. James Town, ainsi que de la *Student Nutrition Coalition* qui a lancé le programme des petits-déjeuners et des lunchs dans les écoles de Toronto.

Elle s'est battue contre la tarification dans les centres récréatifs de la ville et a mis au point la Fiche d'évaluation sur les enfants, désormais soumise annuellement au Conseil municipal. Elle a travaillé à maintenir les piscines des écoles ouvertes et accessibles au public. Elle s'est également impliquée dans le développement des procédures policières appropriées pour mieux assurer la protection des femmes. Elle a instauré le programme *Clean Toronto* qui redéploie les ressources dans les rues de la ville pour les garder propres et sécuritaires.

En 2003, elle participa à la mise en œuvre et à la première pelletée de terre du nouveau complexe récréatif, doté d'une bibliothèque et d'un centre de jour, construit dans St. James Town au coût de 10 millions\$.

**SORAYA SMAOUN**

(Nairobi, Kenya)

Soraya Smaoun travaille depuis sept ans au *Programme des villes plus sûres* de ONU-HABITAT, en qualité de spécialiste de la sécurité urbaine. Elle est la responsable des questions de genre

pour ce programme et l'auteure de l'énoncé de politique « *Violence Against Women in Urban Areas - analysis of the problem from a gender perspective* ». Elle apporte fréquemment sa contribution à la rédaction d'articles et de documents sur la violence en fonction du genre et sur le rôle des femmes dans la gouvernance urbaine.

Elle est spécialisée en sciences politiques et démontre un intérêt particulier pour la sociologie, la gouvernance municipale, l'urbanisme et les questions d'égalité entre les femmes et les hommes.

Ses responsabilités au sein du programme *Safer Cities* incluent le développement de techniques pour améliorer la bonne gouvernance, par la promotion de la sécurité au niveau municipal et par le renforcement des capacités des autorités locales à mettre de l'avant des politiques de sécurité pour les groupes à risque (les femmes, les enfants et les jeunes). Elle gère plusieurs projets en Afrique, Europe de l'Est et Amérique Latine, misant sur le renforcement des capacités, le développement d'outils pour la prévention du crime, la gestion de la connaissance, la défense des droits et la coopération entre les villes.

Femmes et villes international / Women in Cities International

465, Saint-Jean, bureau 803

Montréal (Québec) Canada H2Y 2R6

Téléphone : 514-861-6123

Télécopieur : 514-288-8763

Courriel : info@femmesetvilles.org

Site Internet : www.femmesetvilles.org